

SEANCE DU 20 OCTOBRE 2025

Présents : MM. Frédéric DI LORENZO, Bourgmestre – Président;
D. SENESAEL, S. VERVAECKE, C. DUBUS, F. DECONINCK, V. SEYNAVE, Échevins;
P. VAN HONACKER, I. MARQUETTE, A. CAPART, C. TRATSAERT, E. DEMARQUE,
S. ROUSSEL, C. HOLLEMAERT, T. GRAULICH, G. VANBOUT, M. MOERMAN,
E. VERSCHUREN, C. LOMBART, F. LUTUN, F. NYS-GOEMAERE, P. VANDENHEMEL,
Conseillers;
V. BREYNE, Directrice Générale

Note : Mme Sophie VERVAECKE rentre en séance avant le point 10.

Avant l'entame des points inscrits à l'ordre du jour, M. le Bourgmestre demande si l'assemblée marque son accord pour l'inscription d'un point en urgence à l'ordre du jour et ce, conformément à l'article L1122-24 du CDLD :

- Permis unique d'Elicio éoliennes – recours – désignation d'un conseil

Les membres présents, à savoir MM. F. DI LORENZO, D. SENESAEL, C. DUBUS, F. DECONINCK, V. SEYNAVE, P. VAN HONACKER, I. MARQUETTE, A. CAPART, C. TRATSAERT, E. DEMARQUE, S. ROUSSEL, C. HOLLEMAERT, T. GRAULICH, G. VANBOUT, M. MOERMAN, E. VERSCHUREN, C. LOMBART, F. LUTUN, F. NYS-GOEMAERE et P. VANDENHEMEL approuvent à l'unanimité l'inscription du point en urgence.

Monsieur le Président ouvre la séance à 18 heures 00.

ORDRE DU JOUR

1. Permis unique Elicio éoliennes - recours - désignation d'un Conseil

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1242-1 ;

Vu le Code du Développement territorial ;

Vu le Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 2021 portant conditions sectorielles relatives aux parcs d'éoliennes d'une puissance totale supérieure ou égale à 0.5 MW ;

Vu la circulaire du Gouvernement wallon relative au cadre de référence éolien adoptée le 25 janvier 2024 et entrée en vigueur le 26 avril 2024 ;

Vu la demande introduite en date du 26 août 2024, réceptionnée par le fonctionnaire technique en date du 27 août 2024, par laquelle la société ELICIO dont le siège social est sis à 8400 Oostende, John Cordierlaan, 9 sollicitant un permis unique pour construire et exploiter un parc de 3 éoliennes d'une puissance totale maximale de 12.6 MW et d'une hauteur totale de 180 mètre une cabine de tête, des chemins d'accès et des aires de montages ainsi que la pose de câbles électriques dans un établissement situé rue Marcel Nottebaert à Estaimpuis ;

Considérant que le Fonctionnaire technique et le Fonctionnaire délégué ont sollicité l'avis de la Ville de Tournai pour organiser une enquête publique conjointement avec les communes de Celles, Estaimpuis et Pecq ;

Considérant que le Collège communal a la possibilité d'émettre également un avis préalable sur la demande ;

Considérant l'avis négatif rendu par le Collège communal d'Estaimpuis en date du 21 novembre 2024 ;

Considérant que le Fonctionnaire technique et le Fonctionnaire délégué sont l'autorité compétente pour statuer sur la demande ;

Considérant l'arrêté des Fonctionnaires technique et délégué pris le 5 mars 2025 refusant à ELICIO un permis unique pour construire et exploiter le parc de 3 éoliennes d'une puissance totale maximale de 12.6 MW et d'une hauteur totale de 180 mètres, une cabine de tête, des chemins d'accès et des aires de montage ainsi que des poses de câbles électriques ;

Considérant le recours introduit par ELICIO en date du 27 mars 2025 contre l'arrêté susvisé ;

Considérant l'arrêté daté du 5 septembre 2025 du Ministre du Territoire, François DESQUESNES, selon lequel le recours introduit par ELICIO contre la décision des fonctionnaires délégué et technique prise en date du 5 mars 2025 est recevable ;

Considérant, dès lors, que la décision querellée est infirmée et le permis unique accordé ;

Considérant, qu'en séance du 19 septembre dernier, le Collège communal d'Estaimpuis a pris la décision d'introduire un recours au Conseil d'État contre ladite décision ;

Considérant que même si le parc d'éolien ne se situe pas sur le territoire de la Ville de Tournai, celui-ci impacte l'aspect paysager de plusieurs de ses villages ;

Considérant la volonté de la Ville de Tournai d'introduire également un recours contre ladite décision ;

Considérant le souhait des Collèges communaux de la commune d'Estaimpuis et de la Ville de Tournai, il est proposé de désigner le même Conseil pour les deux entités, et ce, afin de rationaliser les coûts et mutualiser les frais ;

Considérant la spécialisation de Maître Philippe CASTIAUX, avocat à Mons, avenue Baudouin de Constantinople 2, spécialisé en droit de l'urbanisme, celui-ci est désigné afin d'introduire le recours auprès du Conseil d'Etat pour la commune d'Estaimpuis et d'effectuer toutes les démarches administratives quelconques dans l'intérêt de la commune dans le cadre du dossier précité ;

Vu l'article L1122-24 du CDLD, selon lequel : *"Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion sauf dans les cas d'urgence impérieuse motivée où le moindre retard pourrait porter préjudice. L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ; leurs noms seront insérés au procès-verbal."* ;

Considérant que le délai pour introduire un recours auprès du Conseil d'État est de 60 jours à partir de la notification de la décision administrative ;

Considérant que la décision du Collège communal de Tournai du 16 octobre 2025 d'introduire un recours contre le permis unique précité aux côtés de la Commune d'Estaimpuis nous est parvenue à cette même date ;

Considérant qu'attendre la prochaine séance du Conseil communal avant de désigner un Conseil dans cette affaire ne permettrait pas d'introduire un recours dans les délais ;

Considérant dès lors qu'il s'agit d'un cas d'urgence impérieuse tel que visé à l'article L1122-24 du CDLD précité ;

DECIDE à l'unanimité

Article 1 : de désigner Maître Philippe CASTIAUX, avocat à Mons, comme Conseil de la commune d'Estaimpuis afin d'entamer une procédure judiciaire dans ledit dossier, et d'effectuer tout autre devoir s'y rapportant.

Article 2 : d'habiliter Maître Philippe CASTIAUX à effectuer toutes les démarches administratives quelconques dans l'intérêt de la Commune d'Estaimpuis dans le cadre du dossier précité.

2. Approbation du procès-verbal de la séance du 22 septembre 2025

Le procès-verbal de la séance du 22 septembre 2025, mis à la disposition des Conseillers, est approuvé à l'unanimité.

3. Rapport sur l'Administration et la situation des Affaires de la Commune, conformément à l'article L1122-23 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation

Considérant l'avis d'initiative Positif du Directeur financier remis en date du 09/10/2025 ;

Le Conseil, n'ayant pas de remarques à émettre, agréé à l'unanimité le rapport présenté par le Collège accompagnant le budget 2026 en application de l'article L1122-23 du Code la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que la synthèse relative audit budget et la note sur la politique générale et financière de la Commune qui se trouve dans ce budget.

4. Communication - accord Tax On Pylons III - décision du Collège

Considérant l'avis d'initiative Positif du Directeur financier remis en date du 09/10/2025 ;

Le Conseil prend connaissance de la délibération du Collège du 19 septembre 2025 ci-après relative à l'adhésion de la Commune d'Estaimpuis au droit de tirage à destination des pouvoirs locaux et décidé par le Gouvernement wallon dans le cadre de l'Accord Tax On Pylons III :

" Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, article L1123-23, 12°/L2212-48 ;

Vu la circulaire du 10/07/2025 portant sur la procédure et les modalités de mise en œuvre du droit de tirage à destination des pouvoirs locaux et provinciaux décidé par le Gouvernement wallon dans le cadre de l'Accord Tax On Pylons III ;

Considérant que ce mécanisme de droit de tirage, dans un contexte budgétaire difficile, constitue une opportunité permettant d'accroître l'efficacité et le rendement des missions et d'améliorer les services aux citoyens ;

D E C I D E :

Article 1er : D'adhérer au droit de tirage à destination des pouvoirs locaux et décidé par le Gouvernement wallon dans le cadre de l'Accord Tax On Pylons III.

Article 2 : De manifester son intérêt pour le(s) dépense(s) éligible(s) suivante(s) :

CATEGORIE 1 : Cybersécurité et Services de confiance

o Audits, outils et formations en cybersécurité ;

o Adoption de services de confiance ;

CATEGORIE 2 : Dématérialisation et simplification administrative :

• Dématérialisation des permis d'urbanisme et des permis uniques ;

o Digitalisation des services et démarches administratives des citoyens ;

o Processus RH digitalisé ;

CATEGORIE 3 : Gouvernance de la donnée et Intelligence Artificielle :

o Gouvernance stratégique de la donnée et open data ;

o Accompagnement IA et formations IA secteur local ;

CATEGORIE 4 :

o Autres projets soutenus par la commune ou province relevant de la stratégie Digital Wallonia.

Article 3 : De recourir prioritairement à une centrale d'achat ou, le cas échéant, à un marché public in house, pour liquider les moyens perçus en vertu du droit de tirage.

Article 4 : De ne pas instaurer de taxe directe ou indirecte sur les mâts, pylônes ou antennes télécoms d'une part et d'abroger une telle taxe si celle-ci est déjà en vigueur d'autre part.

Article 5 : De charger l'administration de la notification et de l'exécution de la présente décision.

Article 6 : Cette délibération sera transmise pour information au Conseil communal. "

5. Intercommunale IMIO – assemblée générale du 1er décembre 2025 – approbation des points inscrits à l'ordre du jour

Vu le code de la démocratie et de la décentralisation et plus particulièrement les articles 1523-1 à L1523 – 27 relatifs aux intercommunales ;

Vu la délibération du Conseil du 24 octobre 2018 portant sur la prise de participation de la Commune à l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle (IMIO) ;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale d'IMIO du 1^{er} décembre 2025 par lettre datée du 30 septembre 2025 ;

Considérant que l'article L1523-13 du CDLD précise que l'assemblée générale du second semestre doit se tenir avant le premier lundi du mois de décembre l'année des élections communales ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO du 1^{er} décembre 2025 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur le point de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

Considérant que l'ordre du jour porte sur :

1. Point sur le plan stratégique

2. Présentation et approbation du budget et de la grille tarifaire 2026

Considérant que les points précités sont de la compétence de l'Assemblée Générale et ce, conformément aux statuts de l'intercommunale IMIO ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

D'approuver aux majorités ci-après les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'IMIO du 1er décembre 2025 qui nécessitent un vote.

Article 1 - par vingt voix pour

D'approuver l'ordre du jour dont les points concernent :

1. Point sur le plan stratégique
2. Présentation et approbation du budget et de la grille tarifaire 2026

Article 2 - De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 3 - De transmettre la présente délibération à l'intercommunale IMIO.

6. Modification budgétaire n° 1 - exercice 2025 - établissement cultuel de Saint-Léger - approbation

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1^{er}, VIII, 6° ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du **12/08/2025**, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le **20/08/2025**, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel **Saint Léger (Saint-Léger)**, arrête la modification budgétaire n° 1, pour l'exercice 2025, dudit établissement cultuel ;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée ;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du **25/08/2025**, réceptionnée en date du **25/08/2025**, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I de la modification budgétaire n° 1 et, pour le surplus approuve, sans remarque, le reste de la modification budgétaire n° 1;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, qu'il peut être conclu que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus ;

Considérant que la modification budgétaire n° 1 susvisée répond au principe de sincérité budgétaire ; qu'en effet, les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2025 et que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice ; qu'en conséquence, il s'en déduit que la modification budgétaire n° 1 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Sur proposition du Collège communal et après en avoir délibéré en séance publique,

Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du 09/10/2025 ;

ARRETE, par dix-huit voix pour (P.S.-L.B. et Les Engagés) et deux abstentions (Ouverture)

Article 1^{er}. La délibération du **12/08/2025**, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint Léger (Saint-Léger) arrête la modification budgétaire n° 1, pour l'exercice 2025, dudit établissement cultuel est **approuvée** comme suit :

	fabri que d'égli se	approbation communale
Recettes ordinaires totales	€ 15.31 8,08	€ 15.318,08
- dont une intervention communale ordinaire de secours de:	€ 0,00	€ 0,00
Recettes extraordinaires totales	€	€ 39.985,36

	39.98	
	5,36	
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de:	€	€ 0,00
	0,00	
- dont un boni présumé de l'exercice précédent de:	€	€ 34.385,36
	34.38	
	5,36	
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	€	€ 6.951,00
	6.951	
	,00	
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	€	€ 12.064,26
	12.06	
	4,26	
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	€	€ 5.600,00
	5.600	
	,00	
- dont un déficit présumé de l'exercice précédent de:	€	€ 0,00
	0,00	
Recettes totales	€	€ 55.303,44
	55.30	
	3,44	
Dépenses totales	€	€ 24.615,26
	24.61	
	5,26	
Résultat comptable	€	€ 30.688,18
	30.68	
	8,18	

Art. 2. Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 3. Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné.

7. Budget - exercice 2026 - établissement cultuel de Saint-Léger - approbation

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1^{er}, VIII, 6° ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du **12/08/2025**, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le **20/08/2025**, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel **Saint Léger (Saint-Léger)**, arrête le budget, pour l'exercice 2026, dudit établissement cultuel ;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée ;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du **03/09/2025**, réceptionnée en date du **03/09/2025**, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, pour le surplus approuve, sans remarque, le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, qu'il peut être conclu que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus ;

Considérant que le budget susvisé ne répond pas au principe de sincérité budgétaire (voir les articles : D12, D55) et qu'il convient dès lors de l'adapter;

D55 : ce montant doit être placé à l'ordinaire en dépenses d'ornementations

Considérant que le budget tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du 09/10/2025 ;

ARRETE par dix-huit voix pour (P.S.-L.B. et Les Engagés) et deux abstentions (Ouverture)

Article 1^{er}. La délibération du **12/08/2025**, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint Léger (Saint-Léger) arrête le budget, pour l'exercice 2026, dudit établissement cultuel est **approuvée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
D12	Achat d'ornements et vases sacrés ordinaires	€ 0,00	€ 55,00
D55	Décoration et embellissement de l'église	€ 55,00	€ 0,00

Art. 2. La délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

	fabrique d'église	approbation communale
Recettes ordinaires totales	€ 14.435,93	€ 14.435,93
- dont une intervention communale ordinaire de secours de:	€ 0,00	€ 0,00
Recettes extraordinaires totales	€ 13.298,91	€ 13.298,91
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de:	€ 0,00	€ 0,00
- dont un boni présumé de l'exercice précédent de:	€ 9.698,91	€ 9.698,91
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	€ 6.045,00	€ 6.045,00
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	€ 17.186,00	€ 17.186,00
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	€ 3.600,00	€ 3.600,00
- dont un déficit présumé de l'exercice précédent de:	€ 0,00	€ 0,00
Recettes totales	€ 27.734,84	€ 27.734,84
Dépenses totales	€ 26.831,00	€ 26.831,00
Résultat comptable	€ 903,84	€ 903,84

Art. 3. En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel Saint Léger (Saint-Léger) et à l'organe représentatif – Diocèse de Tournai – contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Art. 4. Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui vous est faite par la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 5. Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 6. Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné.

8. Budget - exercice 2026 - établissement cultuel de Néchin - approbation

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1^{er}, VIII, 6° ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du **29/08/2025**, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le **29/08/2025**, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel **Saint Amand (Néchin)**, arrête le budget, pour l'exercice 2026, dudit établissement cultuel ;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée ;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du **19/09/2025**, réceptionnée en date du **19/09/2025**, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, pour le surplus approuve, sans remarque, le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, qu'il peut être conclu que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus ;

Considérant que le projet de décision du Conseil communal a été adressé, accompagné de ses annexes explicatives éventuelles, au directeur financier en date du 06/10/2025;

Vu l'avis favorable du directeur financier, rendu en date du 06/10/2025;

Considérant que le budget susvisé ne répond pas au principe de sincérité budgétaire (voir les articles : D06A, D45) et qu'il convient dès lors de l'adapter;

D06 A: budgétisation excessive ramenée à 3200 € D45 : budgétisation excessive par rapport aux autres années et fabriques

Considérant que le budget tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Considérant l'avis d'initiative Positif du Directeur financier remis en date du 09/10/2025 ;

ARRETE par dix-huit voix pour (P.S.-L.B. et Les Engagés) et deux abstentions (Ouverture)

Article 1^{er}. La délibération du **29/08/2025**, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint Amand (Néchin) arrête le budget, pour l'exercice 2026, dudit établissement cultuel est **approuvée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
D06A	Combustible chauffage	€ 5.000,00	€ 3.200,00
D45	Papiers, plumes, encres, registres de la	€ 800,00	€ 400,00

fabrique, etc.

Art. 2. La délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

	fabrique d'église	approbation communale
Recettes ordinaires totales	€ 17.500,17	
- dont une intervention communale ordinaire de secours de:	€ 0,00	
Recettes extraordinaires totales	€ 20.031,55	
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de:	€ 0,00	
- dont un boni présumé de l'exercice précédent de:	€ 20.031,55	
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	€ 6.540,00	
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	€ 18.066,69	
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	€ 0,00	
- dont un déficit présumé de l'exercice précédent de:	€ 0,00	
Recettes totales	€ 37.531,72	
Dépenses totales	€ 24.606,69	
Résultat comptable	€ 12.925,03	

Art. 3. En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel Saint Amand (Néchin) et à l'organe représentatif – Diocèse de Tournai – contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Art. 4. Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui vous est faite par la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 5. Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 6. Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné.

9. Budget - exercice 2026 - établissement cultuel de Leers-Nord - approbation

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1^{er}, VIII, 6° ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du **27/08/2025**, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le **03/09/2025**, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel **Saint Vaast (Leers-Nord)**, arrête le budget, pour l'exercice 2026, dudit établissement cultuel ;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée ;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du **19/09/2025**, réceptionnée en date du **19/09/2025**, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, pour le surplus approuve, sans remarque, le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, qu'il peut être conclu que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus ;

Considérant que le budget susvisé ne répond pas au principe de sincérité budgétaire (voir les articles : R17, D50J, D50N) et qu'il convient dès lors de l'adapter;

D50J: ramener aux dépenses des années précédentes : 30 € D50N: le Collège Communal s'oppose à la souscription au service proposé par l'Evêché pour le suivi de la comptabilité

Considérant que le budget tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du 09/10/2025 ;

ARRETE par dix-huit voix pour (P.S.-L.B. et Les Engagés) et deux abstentions (Ouverture)

Article 1^{er}. La délibération du **27/08/2025**, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint Vaast (Leers-Nord) arrête le budget, pour l'exercice 2026, dudit établissement cultuel est **approuvée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
R17	Supplément pour les frais ordinaires du culte	€ 8.082,81	€ 6.727,81
D50J	Maintenance informatique	€ 330,00	€ 30,00
D50N	Divers (dépenses diverses)	€ 1.205,00	€ 150,00

Art. 2. La délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

	fabrique d'église	approbation communale
Recettes ordinaires totales	€ 11.142,62	€ 9.787,62
- dont une intervention communale ordinaire de secours de:	€ 8.082,81	€ 6.727,81
Recettes extraordinaires totales	€ 8.835,97	€ 8.835,97
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de:	€ 0,00	€ 0,00
- dont un boni présumé de l'exercice précédent de:	€ 8.835,97	€ 8.835,97
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	€	€ 4.716,00

	4.716	
	,00	
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	€	€ 13.407,59
	14.76	
	2,59	
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	€	€ 500,00
	500,0	
	0	
- dont un déficit présumé de l'exercice précédent de:	€	€ 0,00
	0,00	
Recettes totales	€	€ 18.623,59
	19.97	
	8,59	
Dépenses totales	€	€ 18.623,59
	19.97	
	8,59	
Résultat comptable	€	€ 0,00
	0,00	

Art. 3. En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel Saint Vaast (Leers-Nord) et à l'organe représentatif – Diocèse de Tournai – contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Art. 4. Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui vous est faite par la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 5. Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 6. Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné.

Mme Sophie VERVAECKE rentre en séance à l'issue de ce point.

10. Budget - exercice 2026 - établissement cultuel d'Evregnies

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1^{er}, VIII, 6° ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du **21/08/2025**, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le **22/08/2025**, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel **Saint-Vaast (Evregnies)**, arrête le budget, pour l'exercice 2026, dudit établissement cultuel ;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée ;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du **06/10/2025**, réceptionnée en date du **06/10/2025**, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, pour le surplus approuve, sans remarque, le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, qu'il peut être conclu que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus ;

Considérant que le budget susvisé ne répond pas au principe de sincérité budgétaire (voir les articles : R17, D42) et qu'il convient dès lors de l'adapter;

D42 : Le service de révision quinquennale de l'obituaire est facturé à hauteur de 15€ pour cette fabrique d'église. R17 : Suite à l'ajout du D42

Considérant que le budget tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Considérant l'avis d'initiative Positif du Directeur financier remis en date du 09/10/2025 ;

ARRETE par dix-neuf voix pour (P.S.-L.B. et Les Engagés) et deux abstentions (Ouverture)

Article 1^{er}. La délibération du **21/08/2025**, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast (Evregnies) arrête le budget, pour l'exercice 2026, dudit établissement cultuel est **approuvée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
R17	Supplément pour les frais ordinaires du culte	€ 7.611,52	€ 7.626,52
D42	Remises allouées à l'Évêché	€ 0,00	€ 15,00

Art. 2. La délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

	fabrique d'église	approbation communale
Recettes ordinaires totales	€ 10.368,41	€ 10.383,41
- dont une intervention communale ordinaire de secours de:	€ 7.611,52	€ 7.626,52
Recettes extraordinaires totales	€ 1.236,00	€ 1.236,00
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de:	€ 0,00	€ 0,00
- dont un boni présumé de l'exercice précédent de:	€ 1.236,00	€ 1.236,00
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	€ 2.315,00	€ 2.315,00
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	€ 9.289,41	€ 9.304,41
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	€ 0,00	€ 0,00
- dont un déficit présumé de l'exercice précédent de:	€ 0,00	€ 0,00
Recettes totales	€ 11.604,41	€ 11.619,41
Dépenses totales	€ 11.604,41	€ 11.619,41
Résultat comptable	€ 0,00	€ 0,00

Art. 3. En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel Saint Vaast (Evregnies) et à l'organe représentatif – Diocèse de Tournai – contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Art. 4. Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui vous est faite par la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 5. Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 6. Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné.

11. Budget - exercice 2026 - établissement cultuel d'Estaimbourg - approbation

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1^{er}, VIII, 6° ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1^{er} et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du **20/08/2025**, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le **22/08/2025**, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel **Saints Ghislain et Denis (Estaimbourg)**, arrête le budget, pour l'exercice 2026, dudit établissement cultuel ;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée ;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du **12/09/2025**, réceptionnée en date du **12/09/2025**, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, pour le surplus approuve, sans remarque, le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, qu'il peut être conclu que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus ;

Considérant que le budget susvisé ne répond pas au principe de sincérité budgétaire (voir les articles : R17, D42, D43) et qu'il convient dès lors de l'adapter;

D42 : révision quinquennale de l'obituaire. Dans le passé (2021), cette dépense a été facturée en D45. Nous la plaçons maintenant en D42 par soucis de clarté D43 : La révision de l'obituaire n'a pu être réalisée pour le budget 2026. Reprise du montant de 2025 Révision ultérieure ;

Considérant que le budget tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du 09/10/2025 ;

ARRETE, par dix-neuf voix pour (P.S.-L.B. et Les Engagés) et deux abstentions (Ouverture)

Article 1^{er}. La délibération du **20/08/2025**, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saints Ghislain et Denis (Estaimbourg) arrête le budget, pour l'exercice 2026, dudit établissement cultuel est **approuvée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
R17	Supplément pour les frais ordinaires du culte	€ 2.645,05	€ 2.674,05

D42	Remises allouées à l'Évêché	€ 0,00	€ 15,00
D43	Acquit des anniversaires, messes et serv. religieux fondés	€ 0,00	€ 14,00

Art. 2. La délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

	fabrique d'église	approbation communale
Recettes ordinaires totales	€ 4.039,89	€ 4.068,89
- dont une intervention communale ordinaire de secours de:	€ 2.645,05	€ 2.674,05
Recettes extraordinaires totales	€ 4.052,51	€ 4.052,51
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de:	€ 0,00	€ 0,00
- dont un boni présumé de l'exercice précédent de:	€ 4.052,51	€ 4.052,51
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	€ 1.700,00	€ 1.700,00
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	€ 5.892,40	€ 5.921,40
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	€ 500,00	€ 500,00
- dont un déficit présumé de l'exercice précédent de:	€ 0,00	€ 0,00
Recettes totales	€ 8.092,40	€ 8.121,40
Dépenses totales	€ 8.092,40	€ 8.121,40
Résultat comptable	€ 0,00	€ 0,00

Art. 3. En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel Saints Ghislain et Denis (Estaimbourg) et à l'organe représentatif – Diocèse de Tournai – contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Art. 4. Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui vous est faite par la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 5. Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 6. Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné.

12. Budget - exercice 2026 - établissement cultuel de Bailleul - approbation

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1^{er}, VIII, 6° ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du **19/08/2025**, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le **21/08/2025**, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel **Saint Amand (Bailleul)**, arrête le budget, pour l'exercice 2026, dudit établissement cultuel ;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée ;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte ;

Vu la décision du **02/10/2025**, réceptionnée en date du **02/10/2025**, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, pour le surplus approuve, sans remarque, le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, qu'il peut être conclu que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus ;

Considérant que le budget susvisé ne répond pas au principe de sincérité budgétaire (voir les articles : R17, D42, D43) et qu'il convient dès lors de l'adapter ;

D42 : Le service de révision quinquennale de l'obituaire est facturé à hauteur de 15 € pour cette fabrique d'église.

D43 : La révision de l'obituaire de la fabrique a été réalisée lors de l'analyse du budget 2026. Le montant actualisé est de 679 € pour l'exercice 2026. R17 : Révision de la participation communale suite à la réévaluation des D42 et D43 ;

Considérant que le budget tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général ;

ARRETE par dix-huit neuf voix pour (P.S.-L.B. et Les Engagés) et deux abstentions (Ouverture)

Article 1^{er}. La délibération du **19/08/2025**, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint Amand (Bailleul) arrête le budget, pour l'exercice 2026, dudit établissement cultuel est **approuvée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
R17	Supplément pour les frais ordinaires du culte	€ 1.601,58	€ 1.765,58
D42	Remises allouées à l'Évêché	€ 0,00	€ 15,00
D43	Acquit des anniversaires, messes et serv. religieux fondés	€ 530,00	€ 679,00

Art. 2. La délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

	fabri que d'égli se	approbation communale
Recettes ordinaires totales	€ 8.156 ,58	€ 8.320,58
- dont une intervention communale ordinaire de secours de:	€ 1.601 ,58	€ 1.765,58
Recettes extraordinaires totales	€ 2.653	€ 2.653,42

- dont une intervention communale extraordinaire de secours de:	,42 €	€ 0,00
- dont un boni présumé de l'exercice précédent de:	0,00 €	€ 2.653,42
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.653,42 €	€ 4.025,00
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	4.025,00 €	€ 6.949,00
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	6.785,00 €	€ 0,00
- dont un déficit présumé de l'exercice précédent de:	0,00 €	€ 0,00
Recettes totales	0,00 €	€ 10.974,00
	10.810,00	
Dépenses totales	€	€ 10.974,00
	10.810,00	
Résultat comptable	€	€ 0,00
	0,00	

Art. 3. En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel Saint Amand (Bailleul) et à l'organe représentatif – Diocèse de Tournai – contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Art. 4. Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui vous est faite par la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 5. Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 6. Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné.

13. Budget - exercice 2026 - établissement cultuel d'Estaimpuis - prorogation du délai de tutelle

Vu la délibération du 28 août 2025, parvenue à l'organe représentatif (Evêché) accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 02 septembre 2025, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Barthélémy d'Estaimpuis, arrête le budget 2026, pour l'exercice 2026, dudit établissement cultuel ;

Considérant qu'en vertu de l'article 3 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, l'organe représentatif agréé a 20 jours pour remettre sa décision sur ledit budget ;

Considérant que le délai de tutelle de l'organe représentatif agréé court donc jusqu'au 23 septembre 2025 ;

Considérant qu'en vertu de l'article L3162-2. § 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, l'autorité de tutelle prend sa décision dans les quarante jours de la réception de l'acte approuvé par l'organe représentatif et de ses pièces justificatives ;

Considérant que le délai de tutelle du Conseil communal courait donc jusqu'au 03 novembre 2025 ;

Considérant que l'organe de tutelle (Évêché) n'a pas transmis sa décision dans le délai de tutelle mais en date du 02 octobre 2025 ;

Considérant que si l'organe de tutelle (Évêché) a bien reçu les pièces relatives au Budget 2026 de la F.E. St Barthélémy d'Estaimpuis, ces pièces n'ont été transmises au Service des Finances qu'en date du 07 octobre 2025 après avoir reçu l'avis dudit organe de tutelle ;

Considérant que l'article L3162-2. § 2 alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation stipule que l'autorité de tutelle peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir d'une durée maximale égale à la moitié du délai visé à l'alinéa 1er ;

Considérant que le délai de tutelle pourrait donc être prorogé de 20 jours, soit jusqu'au 02 décembre maximum sur base de la date de réception des pièces en date du 07 octobre et de la date d'envoi de l'avis par l'organe représentatif, ce qui permettrait de présenter le dossier au Conseil communal du 24 novembre 2025 ;

ARRÊTE par dix-huit voix pour (P.S.-L.B. et Les Engagés) et deux abstentions (Ouverture)

Article 1 : Le délai de tutelle pour l'examen du budget de l'exercice 2026 de l'établissement cultuel Saint Barthélémy d'Estaimpuis, est prorogé de 20 jours.

Article 2 : Conformément à l'article L3115-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la présente décision est notifiée :

- au Conseil d'administration de l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif agréé concerné.

14. Frais de parcours 2026 des membres du Collège communal

Pour ce point, M. Thierry GRAULICH intervient comme suit :

" Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège,
Chers collègues,

Nous souhaitons profiter de ce point sur les frais de parcours 2026 pour saluer votre travail, Monsieur le Bourgmestre, et celui de votre équipe.

Nous voulons particulièrement mettre en avant le cadre clair et structuré que vous mettez en place dans plusieurs domaines et notamment, celui qui concerne l'utilisation des véhicules communaux.

Il faut reconnaître qu'auparavant, ce cadre manquait de structure et laissait trop de libertés. Vous avez pris le temps de remettre de l'ordre et d'instaurer des règles claires, et c'est une avancée importante.

Nous savons que sur ce sujet, nous étions sur la même longueur d'onde, Monsieur le Bourgmestre. Pourtant, notre positionnement à l'époque avait suscité de vives réactions sur les réseaux sociaux. Si certaines personnes se sont senties blessées, nous en sommes désolés, mais ce n'était pas notre intention. Notre rôle, en tant que groupe minoritaire, est de veiller à ce que l'argent du citoyen soit utilisé de manière intelligente, responsable et transparente.

Aujourd'hui, nous constatons que vous avez pris en compte nos remarques et que des mesures concrètes ont été mises en place. Vous avez fait mieux que nous écouter. Vous nous avez entendus.

Nous tenons donc à vous féliciter et vous remercier. C'est encourageant de constater que même depuis la minorité, nous pouvons contribuer positivement au bien commun et que nos avis sont non seulement entendus, mais réellement pris en considération.

Nous vous remercions, Monsieur le Bourgmestre, ainsi que l'ensemble du Collège et de l'administration, pour cet effort collectif dans l'intérêt de tous les Estaimpuisiens et de toutes les Estaimpuisiennes. "

M. Frédéric DI LORENZO remercie, au nom du P.S.-L.B., le groupe Ouverture.

Le point est ensuite adopté :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L6451-1 § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 pris en exécution des articles L1123-15, L2212-45, L6411-1, L6421-1 et L6451-1 du CDLD, notamment l'article 10, lequel stipule que : " [...] *Les frais de parcours liés à l'utilisation d'un véhicule personnel peuvent donner lieu à une intervention. Le conseil communal ou provincial ou le principal organe de gestion de l'organisme les arrête selon les mêmes règles que celles prévues pour les membres du personnel* " ;

Vu l'article 69 du statut pécuniaire applicable aux membres du personnel communal ;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et les arrêtés royaux subséquents le modifiant et/ou le complétant ;

Considérant qu'en fonction de l'index des prix à la consommation, le montant de l'indemnité kilométrique est porté à 0,4449 € pour la période du 1^{er} juillet 2025 au 30 juin 2026 ;

D E C I D E à l'unanimité

Art. 1 – Durant l'année 2026, le Bourgmestre et les Échevins peuvent utiliser leur véhicule personnel pour des déplacements qu'ils ont à effectuer dans l'intérêt de l'Administration, hors du territoire de l'entité et ce, pour un maximum de 1 000 km chacun.

Art. 2 – L'indemnité sera payée sur base de la production d'une déclaration confirmant, par un relevé détaillé, le nombre de km parcourus dans le cadre de l'exercice de la fonction et à condition que le Collège communal les ait mandatés à cet effet.

Art. 3 – Les intéressés sont tenus de contracter une assurance couvrant l'Administration contre tous risques qui découlent d'accidents survenus aux tiers.

FRAIS DE PARCOURS

DÉCLARATION DE MISSION – n° réf. :

(délibération du Conseil communal en date du 20 octobre 2025)

M. Bourgmestre/Échevin(e)

Adresse :

.....

DÉCLARE devoir effectuer, dans l'intérêt de la Commune, les déplacements suivants durant la semaine n°
..... :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Pour accord par le Collège communal réuni en séance du

La Directrice Générale,

Le Bourgmestre,

Virginie BREYNE.

Frédéric DI LORENZO.

15. Frais de télécommunication 2026 des membres du Collège communal

Vu l'article L1123-15 § 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que le Bourgmestre ainsi que les Échevins sont amenés, dans le cadre de leur mandat, à effectuer des dépenses de télécommunication ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2018 pris en exécution des articles L1123-15, L2212-45, L6411-1, L6421-1 et L6451-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, particulièrement son article 2, lequel stipule notamment que : " *Les avantages en nature admissibles visés aux articles L1123-15, § 3, et L2212-45, § 6, du Code, sont : [...] 5° la mise à disposition gratuite d'un abonnement de téléphonie fixe et/ou mobile dans le cadre d'une utilisation mixte, à la fois privée et professionnelle* " ;

Considérant que la mise à disposition gratuite d'un abonnement de téléphonie fixe et/ou mobile peut se faire dans le cadre d'une utilisation mixte, à la fois privée et professionnelle et qu'il s'agit dès lors d'un avantage en nature ;

Considérant l'avis positif de la Directrice financière rendu en date du ;

D E C I D E à l'unanimité

Art. 1 – Durant l'année 2026, le bourgmestre et les échevins pourront bénéficier de la mise à disposition gratuite d'un abonnement de téléphonie fixe et/ou mobile dans le cadre d'une utilisation mixte, à la fois privée et professionnelle. Cette mise à disposition est considérée comme un avantage en nature et les règles fiscales y afférentes seront d'application.

Art. 2 – Par dérogation à l'article premier, le remboursement d'un abonnement privé pourra être effectué mais à concurrence uniquement du montant maximum de leur propre abonnement en y appliquant également les règles fiscales en vigueur.

Art. 3 – La présente délibération sera transmise pour information et/ou suivi aux services Finances et Informatique.

16. Budget - exercice 2026 - arrêt

Mme Sophie VERVAECKE, Échevine des Finances, procède tout d'abord à la présentation de ce point.

C'est ensuite Mme Christine LOMBART qui prend la parole :

" Monsieur le Bourgmestre, Madame l'Échevine des Finances,

À l'heure où chaque € compte dans un budget communal, et certainement bien plus encore avec ce qui nous revient au niveau du calcul des prochaines taxes immondiées, permettez-moi quelques réflexions et interrogations sur certains points :

1/ « Concernant le point 129 Patrimoine Privé – Article 124/16301 "Locations immobilières du domaine privé", nous trouvons un budget de : 256.481,45 €.

Après recherches, nous trouvons bien divers postes sous cette appellation tels que location de divers bâtiments, habitations et commerces dont le loyer pour la location nous semble en adéquation avec les prix pratiqués actuellement sur le marché.

Cependant, les montants des locations de certaines salles de l'entité nous laissent dubitatifs et démontrent un fameux manque à gagner pour nos finances locales.

Un exemple parmi d'autres : la magnifique salle dite « école des arts nous coûte la somme de 2.355,33 €. Rien qu'en charges électricité, gaz et eau et nous ne parlons même pas des coûts des assurances, de l'entretien que requiert ce type de bâtiment ni même du coût du mobilier à remplacer, etc.

Vous louez cette salle à deux organismes mouscronnois dont une ASBL privée, à des tarifs qui nous semblent inférieurs aux prix des loyers pratiqués actuellement (pour les deux environ 2.000 € annuellement).

Et qui ne suffisent même pas à couvrir les charges d'eau de gaz et d'électricité.

À titre indicatif : Pour ladite ASBL : 5 € de l'heure.

Pourquoi cette largesse qui, finalement, retombe sur le dos des Estaimpuisiens ?

Pourquoi ne pas appliquer le juste prix ?

2/ « Au point 789 Éducation populaire et arts – Article 7649/12406 "Prestations de tiers pour les terrains de sport"

Nous constatons une hausse significative des dépenses : 24.198,80€ en 2024, 33.000€ en 2025, et 35.000€ prévus pour 2026. **Pouvez-vous nous éclairer sur la nature exacte de ces prestations ?**

Sous question : Qui subvient aux frais d'arrosage des terrains de foot de l'entité ? Nous avons pu remarquer cet été que le terrain de Néchin avait une pelouse éclatante qui ne semblait pas souffrir de la canicule contrairement à toutes les pelouses privées de l'entité.

3/ « Au point 839 Sécurité et assistance sociale – Article 8251/33101 relatif aux "Primes à l'achat de langes lavables", un montant de 3000€ est prévu pour 2025 et reconduit en 2026

- Qui peut bénéficier de cette prime ?
- Quelles en sont les conditions d'octroi ?
- Combien de familles en ont effectivement profité en 2024 ?
- Ce montant de 3.000€ correspond-il à une réalité budgétaire ou s'agit-il d'une enveloppe théorique peu utilisée ?

« Au point 069 Transferts de services – Article 060/99551 relatif aux Prélèvements sur le fonds de réserves extraordinaires »,

Il est prévu un budget de 10.000 € pour « réfection de la salle du conseil communal. ». Nous saluons toute initiative visant à améliorer les conditions de travail et de débat démocratique. Toutefois, nous aurions aimé obtenir des précisions concrètes sur cette réfection :

Des équipements techniques nécessaires ont-ils été prévus tels que sonorisation de la salle, écran numérique par exemple où s'agit-il simplement d'un rafraîchissement de mobilier ou autre ? "

M. Thierry GRAULICH et Mme Chloé TRATSAERT interviennent alternativement comme suit et c'est M. GRAULICH qui débute :

" Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

En examinant le budget 2026, plusieurs points doivent retenir notre attention, à la fois pour la gestion quotidienne et la soutenabilité financière à moyen terme.

Tout d'abord, la **hausse des coûts de fonctionnement**, notamment pour la Maison de Village de Bailleul, est assez marquante. Une augmentation de 40 % par rapport à 2024, principalement due aux postes « entretien » et « fournitures ». Cette hausse est significative et si elle s'accompagne également d'une consommation énergétique en hausse, cela montre qu'il serait nécessaire de mettre en place une stratégie d'optimisation des coûts, notamment au niveau de l'efficacité énergétique. Sans cela, nous risquons de voir cette tendance continuer à l'avenir. "

Mme TRATSAERT poursuit :

" Ensuite, il y a la question de l'équilibre financier. À moyen terme, les contraintes financières vont se renforcer, notamment avec les transferts de charges provenant de la région. Par exemple, l'exclusion des chômeurs qui risque d'augmenter les besoins du CPAS, ou encore, la suppression du 1 % accordé par le fonds des communes. Et nous ne sommes malheureusement pas à l'abri d'autres baisses de subsides. Il devient donc impératif de trouver des leviers pour maîtriser les dépenses et diversifier les recettes. Nous devons aussi évaluer l'impact des investissements sur notre trésorerie. Et bien sûr, il ne s'agit pas ici de proposer une augmentation de la pression fiscale sur nos concitoyens. "

M. GRAULICH reprend la parole :

" Passons maintenant au **budget du CPAS et aux enjeux sociaux**. Il faut être conscient que le CPAS va probablement devoir faire face à un afflux de nouveaux bénéficiaires du RIS, avec un impact direct sur les besoins sociaux. La structure du personnel, actuellement sous tension, pourrait être un frein à la qualité du service, surtout avec la disparition du service d'aide-ménagère. Il sera donc essentiel d'anticiper les besoins en ressources humaines, tout en rationalisant les coûts de gouvernance, sans mettre en péril les actifs du CPAS ni compromettre son fonds de réserve. "

Mme TRATSAERT continue :

" En ce qui concerne les **postes divers et priorités d'investissement**, certaines lignes budgétaires connaissent des hausses significatives, comme celles dédiées à l'« Éducation populaire et arts » ou aux « Cimetières et protection de l'environnement ». Il est important de s'assurer que ces hausses sont bien proportionnées par rapport à la situation financière globale et que ces investissements ne vont pas peser trop lourdement sur les autres postes essentiels. Si ces augmentations sont minimales et justifiées par des priorités politiques, on pourra les accepter. Sinon, il faudra peut-être revoir ces priorités pour rester dans des marges soutenables. "

M. GRAULICH termine :

" **En conclusion**, même si le budget 2026 semble stable à première vue, il présente plusieurs risques structurels : l'augmentation des charges de fonctionnement et la masse salariale qui continue d'alourdir le budget. Nous devons donc agir pour optimiser nos dépenses, planifier les investissements de manière prudente et surtout, veiller à garantir la qualité des services aux citoyens. L'objectif est de maintenir un équilibre financier durable et une gouvernance transparente, tout en anticipant les besoins sociaux croissants, sans alourdir la fiscalité locale.

Je vous remercie. "

C'est au tour de M. Steve ROUSSEL de faire part de son intervention :

" Monsieur le Bourgmestre,
Madame l'Échevine des Finances,

L'analyse de ce budget 2026 qui vient de nous être présenté était finalement assez facile et prévisible après avoir pris connaissance déjà le mois dernier de la modification budgétaire 2 de 2025.

Sans surprise, les investissements se feront donc sur fonds propres et ne feront pas recours à l'emprunt, comme vous nous l'aviez déjà signalé le mois dernier.

La dernière commission Finances a d'ailleurs été assez rapide et les questions moins nombreuses – contrairement aux deux premières qui avaient été un peu plus longues – tant les explications apportées et les lignes budgétaires mises en avant étaient dans la parfaite lignée de la MB2 et me paraissaient totalement cohérentes par rapport à ce qui nous avait déjà été annoncé précédemment.

Félicitons donc à nouveau le travail de la Directrice Financière et de toute son équipe qui semblent avoir envie de gérer nos deniers communaux en « bon père – ou en bonne mère, pour le coup - de famille ».

Nous validons évidemment de nombreuses lignes directrices qui semblent être prises dans la confection de ce budget 2026 et nous continuerons d'ailleurs de soutenir toutes les prises d'initiative qui relèvent de l'intérêt commun de tous les Estaimpuisiens.

En ce sens, je peux déjà vous affirmer qu'il nous semblait important de vous souligner l'état d'esprit plutôt positif qui nous habite à la lecture de ces chiffres qui nous sont présentés ce soir.

Nous serions d'ailleurs fortement tentés de valider vos propositions si cette présentation ne relevait pas certains points d'interrogation, propres à la confection d'un budget qui ne reste ... que la mise en place de chiffres. Lors de la présentation des comptes et la modification budgétaire 1, nous pourrions être plus attentifs à ces quelques détails qui nous titillent.

En effet, en consultant les 104 pages de budget qui nous ont été soumises, je manifeste quelques petits regrets qui, après réflexion et en bonne collaboration, pourront être assez aisément rectifiés.

Bien que le budget de 2026 soit cohérent, je ne peux d'abord que regretter l'absence d'un « gros projet » qui pourrait - ou aurait pu - être mené durant toute cette mandature 2024-2030 au vu de la bonne santé financière de notre commune, même si nous savons tous que des années plus difficiles arriveront d'ici 3 à 4 ans.

Les gros projets actuels qui prennent fin – qu'il s'agisse du complexe, des installations du SC Néchin, de la place de Saint-Léger et de la crèche – et qui seront bientôt inaugurés sont, en effet, ceux de l'ancienne majorité, marquée du sceau de notre Premier Échevin plus que de notre nouveau Bourgmestre.

Par nos discussions nombreuses, nos échanges, je n'ai pu que saluer votre souhait de voir notre commune continuer à avancer vers des projets novateurs et positifs qui consisteraient à améliorer le quotidien des Estaimpuisiens, dans quel que domaine qu'il soit. Ce qui me semble essentiel. Fondamental !

En parcourant votre PST, j'ai pu constater à quel point bon nombre des projets de la majorité actuelle « matchaient » parfaitement avec ceux que nous défendons au sein de notre groupe.

Parmi ceux-ci, un a retenu particulièrement mon attention puisqu'il figure à la fois dans vos priorités et ... figurait également dans les nôtres : l'installation d'un terrain synthétique !

Je me suis alors dit : « *Tiens Steve, voilà donc le « mégaprojet » qu'aurait pu / que pourrait mener la mandature actuelle !* ». Vous n'êtes pas sans savoir que depuis 10 ans – et donc bien avant de figurer autour de cette table -, je plaide pour l'installation de cette surface qui pourrait profiter pleinement aux jeunes sportifs de l'entité et à l'image de l'AC Estaimbourg et ce, en parfaite collaboration avec nos écoles dont le CEME qui possède aujourd'hui une option sportive qui pourrait, elle aussi, tirer profit de ce formidable outil, notamment dans l'exercice des sports collectifs extérieurs.

Cette surface – qui ne serait donc pas l'appartenance d'un club sportif mais bien l'outil de collaboration parfait entre différents groupements de notre entité – pourrait aussi être un outil remarquable dans le cadre de stages sportifs ou pluridisciplinaires qu'organise notre commune lors de chaque congé scolaire.

Alors ... pourquoi pas ? Certes, cela a un coût. Nous le savons puisque j'ai déjà pu échanger avec vous à de multiples reprises - parfois avec une autre casquette que celle de conseiller communal d'ailleurs - à ce sujet. Nous devons cependant tenir compte du coût actuel déjà alloué à nos surfaces sportives : +/-34.000 € pour les terrains de football des clubs de l'entité en 2025. Et cela ne tient même pas compte de la facture ... d'eau indispensable pour que ce travail et ce budget ne soient pas réduits à néant en un rien de temps ! Faites le calcul sur le long terme, en tenant compte des subsides qui pourraient peut-être / certainement être libérés et vous verrez que cette idée de terrain synthétique ne relèverait pas du fantasme mais bien d'un vrai beau projet à long terme. J'en veux pour preuve ... votre programme puisqu'il s'inscrit dans celui-ci !

Car, soyons clairs, cela ne coûtera certainement pas moins cher à l'avenir ... surtout si des restrictions budgétaires apparaissent d'ici 2030. Pourquoi, dès lors, ne pas profiter de la bonne situation économique actuelle en faisant preuve d'audace afin de mener à bien ce formidable projet qui serait alors marqué cette fois du sceau de ... Frédéric DI LORENZO ? Peut-on l'envisager ? Ou doit-on considérer ce projet qui – je le rappelle – figure dans votre programme également comme étant déjà « mort-né » ou mis au placard ? Ce sera un choix politique à porter !

Aussi, d'autres pistes me sont venues en tête en consultant le budget. Pourquoi, en effet, ne pas consacrer davantage une partie de celui-ci afin d'améliorer l'état de nos plaines de jeu qui, dans certains villages de l'entité, doivent se contenter du strict minimum, certaines étant même plus que vieillissantes ?

Nous devons encore tenir compte des coûts énergétiques de nos complexes sportifs qui, en 2026, exploseront sans doute avec le fonctionnement quotidien du complexe d'Estaimpuis et de la piscine. Bien que cela ait été adapté et prévu dans le budget présenté ce soir, il semble évident que cette année qui arrive sera importante afin de savoir plus concrètement ce qu'il en sera de la consommation.

Enfin, si André MALRAUX disait que « *La culture est ce qui fait de l'homme autre chose qu'un simple accident de l'univers* », des propos résolument forts, Lionel JOSPIN disait lui de son côté que « *La culture est l'âme de la démocratie* ». Je ne peux, dès lors, que déplorer la baisse significative du financement de l'ASBL du CLPE (Centre de Lecture Public d'Estaimpuis) qui n'a plus besoin de prouver son efficacité et son importance au sein de notre entité.

En diminuant ce financement, ce sont surtout toutes nos écoles communales et les Estaimpuiens qui voient là un outil remarquable être – à mes yeux – sous-financé tant il démontre son efficacité au quotidien. Il suffit de voir le nombre d'activités organisées par notre CLPE dont vous partagez régulièrement les publications sur les réseaux sociaux pour savoir que cet argent n'est pas gaspillé et est, au contraire, indispensable afin de pouvoir être utilisé à des fins, on ne peut plus nécessaires et variées.

Monsieur le Premier Échevin ne me contredira d'ailleurs certainement pas si je cite Gao XINGJIAN – excusez mon mandarin approximatif – en disant que « *La culture n'est pas un luxe mais une nécessité.* » Je vous prie dès lors, lors de la modification budgétaire 1 de 2026, de revoir la part de budget allouée à ce CLPE ... car il en va aussi de son fonctionnement quotidien et de tout ce qu'il peut proposer.

Vous l'aurez compris, par cette intervention, je voulais rappeler que, notre groupe se veut constructif et que cette abstention ce soir ressemble davantage à un « oui prudent en attente de petites modifications » qu'à un « non déguisé et non assumé ». Notre groupe ne veut pas seulement être juge des décisions prises, il veut pouvoir donner son avis !

Nous voulons, en effet, tout en restant à notre place, participer activement au « mieux vivre à Estaimpuis » et rappeler que nous sommes et serons toujours ouverts au travail ENSEMBLE, afin que la commune puisse continuer à avancer avec de vrais grands et beaux projets porteurs.

Henry FORD disait : « *Se réunir est un début. Rester ensemble est un progrès. Mais travailler ensemble est la réussite.* » Sinon, comme disait le célèbre économiste Warren BUFFET : « *C'est lorsque la mer se retire que l'on remarque les gens qui se baignent nus.* ».

En manque de logorrhées littéraires lors du dernier Conseil, j'espère que Monsieur SENESAEL saura apprécier le retour littéraire qui fut le mien lors de cette intervention.

Je vous remercie. "

M. Patrick VAN HONACKER souhaite, quant à lui, savoir si les 35.000 euros prévus au budget « fournitures de matériel » concernent bien la remise en état des sentiers et plus particulièrement pour le centre du village d'Estaimpuis. Il estime que si ces 35.000 euros sont prévus pour toute l'entité, peu de remises en état pourront être envisagées.

Il souligne qu'il n'y pas de poste particulier pour tout ce qui touche à « la nature », notamment pour la replantation d'arbres aux endroits où certains ont été abattus.

Autre point abordé par M. VAN HONACKER, le subside prévu pour le CLPE à savoir 172.913 euros, ce qui lui semble totalement insuffisant. Il souligne que 20.000 euros manqueront au budget du CLPE pour équilibrer les différents postes.

Mme Sophie VERVAECKE prend la parole pour rappeler que certaines questions posées sont des questions de détails qui peuvent être posées en commissions communales. Mme l'Échevine ajoute que 55.000 euros sont prévus au budget pour les jetons de présence des Conseils communaux et des commissions, 30.000 euros sont utilisés pour les Conseils, le solde de 25.000 euros dédié aux commissions pourrait être épargné si celles-ci ne sont plus utiles...

Pour répondre à Mme LOMBART, Mme VERVAECKE précise que la réflexion sur les locations et mises à disposition sera abordée prochainement en commission et au Conseil communal du mois de novembre.

Mme l'Échevine ajoute ne pas avoir la réponse pour les prestations pour les terrains de sports.

En ce qui concerne les couches lavables, plusieurs rappels concernant l'existence de cette prime ont été réalisés dans l'Estaimpuien sous la précédente mandature. Celle-ci ne rencontre pas le succès escompté mais a le mérite d'exister. Un nouveau rappel pourrait être réalisé dans un prochain Estaimpuien.

M. Frédéric DI LORENZO précise que la salle du Conseil est une salle de travail mais également de mariages et qu'il souhaite offrir un contexte plus agréable pour ceux-ci. Les 10.000 euros sont destinés à des aménagements esthétiques mais aussi techniques.

Pour la Maison de village de Bailleul, la question des consommations a déjà été abordée lors du précédent conseil. Une réflexion générale pourra être réalisée quand nous disposerons d'une analyse complète des consommations.

M. DI LORENZO souhaite également revenir sur les interventions relatives au CLPE. Le CLPE est une ASBL n'ayant jamais subi de diminution de subsides. Aujourd'hui, il fait souligner qu'une ASBL qui crée 120 emplois touche moins de subsides que le CLPE. *"Comme vous, je reconnais l'importance de la culture mais le budget a été fait de concert avec l'analyse de la trésorerie du CLPE. La directrice du CLPE et les membres du Conseil doivent avoir une réflexion pour ne pas toujours s'orienter vers une augmentation de subside pour équilibrer le budget du CLPE. Il faut profiter de cette réflexion pour mettre tout à plat afin d'avoir une stabilité financière et profiter du subside pour développer d'autres services."*

M. Daniel SENESAEL répond ensuite à M. ROUSSEL que le PST adopté à l'unanimité s'étale sur toute la mandature. Le projet de terrain synthétique ou d'autres projets pourront être entamés dans les 5 prochaines années mais sans recours à l'emprunt en 2026 et 2027.

Pour terminer, M. le Bourgmestre communique son analyse :

" Mesdames, Messieurs,

Merci d'être présents aujourd'hui pour la présentation du budget communal 2026 de la commune d'Estaimpuis.

Cette présentation annuelle est toujours importante car elle traduit en chiffres une **vision politique, une gestion quotidienne et une ambition collective** pour notre commune.

Le budget 2026 s'inscrit dans la continuité d'une **gestion responsable, rigoureuse et prévoyante**, dans un contexte économique encore incertain. Malgré les pressions budgétaires et les évolutions fiscales en cours, nous vous présentons un **budget équilibré** qui préserve la **stabilité financière** tout en maintenant la **qualité des services aux citoyens** auxquels les Estaimpuisiens sont attachés.

Ce budget n'est pas simplement un exercice comptable : il reflète une **volonté politique claire**, celle d'assurer la pérennité de nos finances tout en **investissant dans l'avenir**. Nous avons fait le choix de la **prudence**, mais aussi de l'**efficacité**, en orientant nos moyens vers des projets utiles, concrets et directement bénéfiques pour les habitants : amélioration des écoles, entretien des voiries, renforcement de la sécurité et modernisation des équipements communaux.

En résumé, le budget 2026 d'Estaimpuis repose sur trois piliers essentiels :

- **Stabilité**, grâce à une situation financière saine.
- **Anticipation**, face aux défis économiques et structurels des prochaines années.
- **Proximité**, avec des investissements pensés pour améliorer la vie quotidienne de chaque Estaimpuisien.

C'est dans cet esprit que nous vous présentons aujourd'hui les grandes lignes de ce budget qui traduit notre engagement pour une **commune solide et tournée vers l'avenir**. "

Après ces échanges, le point est adopté comme suit :

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu le projet de budget 2026 établi par le collège communal ;

Vu le rapport favorable de la Commission visée à l'article 12 du Règlement général de la Comptabilité communale ;

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que le Collège veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, à la communication du présent budget, aux organisations syndicales représentatives ; ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget ;

Attendu que le rapport annuel sur l'ensemble des synergies existantes et à développer entre la commune et le CPAS a bien été adopté conformément à l'article L1122-11 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que les prévisions pluriannuelles ont bien été transmises à la tutelle via l'application eComptes ;

Attendu que la circulaire du 14 juin 2024, relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2025, précise qu' "à partir de 2025, le choix est donné à la commune soit de se maintenir dans le schéma de la balise d'emprunt, soit dans le schéma du respect des ratios de dette et de charges financières" ;

Attendu que le choix opéré pour l'exercice budgétaire 2026 est de recourir aux ratios du volume de la dette et des charges financières ;

Après en avoir délibéré en séance publique,

D E C I D E par onze oui (P.S.-L.B.) et dix abstentions (Les Engagés, MR-Vous et Ouverture)

Art. 1^{er} - D'arrêter, comme suit, le budget communal de l'exercice 2026 :

1. Tableau récapitulatif

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	20.091.716,49	535.922,10
Dépenses exercice proprement dit	19.865.012,99	1.782.558,63
Boni / Mali exercice proprement dit	226.703,50	-1.246.636,53
Recettes exercices antérieurs	156.088,09	1.114.480,00
Dépenses exercices antérieurs	0,00	1.291.480,00
Prélèvements en recettes	0,00	1.423.636,53
Prélèvements en dépenses	275.000,00	0,00
Recettes globales	20.247.804,58	3.074.038,63
Dépenses globales	20.140.012,99	3.074.038,63
Boni / Mali global	107.791,59	0,00

2. Tableau de synthèse (partie centrale)

2.1. Service ordinaire

<u>Budget précédent</u>	Après la dernière M.B.	Adaptations en +	Adaptations en -	Total après adaptations
Prévisions des recettes globales	20.864.338,76	3.751,12	132.426,85	20.735.663,03
Prévisions des dépenses globales	20.532.596,75	1.086,77	0,00	20.533.683,52
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	331.742,01	2.664,35	132.426,85	201.979,51

2.2. Service extraordinaire

<u>Budget précédent</u>	Après la dernière M.B.	Adaptations en +	Adaptations en -	Total après adaptations
Prévisions des recettes globales	12.698.646,10	0,00	0,00	12.698.646,10
Prévisions des dépenses globales	12.698.646,10	0,00	0,00	12.698.646,10
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	0,00	0,00	0,00	0,00

3. Montants des dotations issus du budget des entités consolidées (si budget non voté, l'indiquer)

	Dotations approuvées par l'autorité de tutelle	Date d'approbation du budget par l'autorité de tutelle
CPAS	836.298,80	07/10/2025
Fabriques d'église		
Fabrique D'Eglise Protestante De Tournai	1.800,00	
Participations Aux Frais Des F.e.	25.000,00	
Zone de Police	1.108.582,13	
Zone de Secours	324.899,14	
Autres (précisez)		

4. Budget participatif : oui 4215127/12402

Art. 2. - De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des Finances et à la directrice financière.

17. Déchets ménagers - coût-vérité budget 2026

Pour ce point, M. Eric DEMARQUE tient à intervenir :

" Monsieur le Bourgmestre,

Comment expliquer ces hausses de coût ?

En 2024 : 737.662,83 €
 En 2025 : 755.618,17 €
 Et en 2026 : 848.412,95 €

Soit entre 2025 et 2026 une hausse de 92.794,78 €
 Et depuis 2024 une hausse de 110.750,12 €

En 2025 : 63 € /habitant
 En 2026 : 78 € /habitant

Avec un budget à l'exercice propre d'environ 20 millions, au train où cela va, dans deux ans, nous serons à 1 million pour ce poste.

C'est absolument scandaleux, nous avons tout simplement l'impression d'être pris en otage par cette intercommunale. "

M. Frédéric DI LORENZO rejoint le constat repris dans le tableau progressif des coûts.

Une analyse rapide pour anticiper les coûts a été réalisée car nous avons été contraints d'attendre le Conseil d'Administration d'IPALLE du 16 octobre 2025. Comme vous, nous avons été surpris de l'augmentation des frais de traitement des déchets organiques à hauteur de 57.000 euros.

Actuellement, nous recueillons différents éléments et nous nous concertons avec les communes voisines afin de mener une réflexion.

Il reviendra à nos représentants chez IPALLE d'interpeller les dirigeants de l'Intercommunale mais il semble difficile d'agir sur des coûts qui, selon IPALLE, sont incompressibles.

L'engagement de nos citoyens vers plus en plus de tri représente un coût supplémentaire.

M. François DECONINCK ajoute qu'auparavant, IPALLE prélevait sur ses fonds propres pour diminuer la cotisation des communes, ce qui n'est plus le cas actuellement.

M. Thierry GRAULICH déclare être étonné du temps pris par IPALLE pour faire parvenir les informations relatives au coût vérité et que donc, les conseillers n'ont pu en prendre connaissance que ce jour. Cet élément serait également à faire remonter.

M. DI LORENZO affirme qu'effectivement les documents ont été envoyés ce jour. La promesse avait été faite lors de la commission que lors de la réception de l'ensemble des informations, les projections et calculs seraient envoyés aux conseillers communaux.

Mme Adeline CAPART estime qu'un PAV par village semble peu, d'autres communes sont mieux desservies en PAV. Envisage-t-on de mettre plus de PAV et d'autres types de PAV ? Elle déclare aussi que certains commerçants manquent de sacs-poubelle.

Mme la Directrice générale déclare que les commerçants reçoivent les sacs en fonction des commandes qu'ils passent en début de mois. Une livraison est organisée chaque mois.

M. DI LORENZO précise qu'une réflexion sur les PAV sera entamée.

M. GRAULICH demande s'il est possible d'inviter les représentants d'IPALLE à une commission.

M. DI LORENZO approuve et déclare que d'autres sujets pourraient être abordés.

Après ces échanges, le point est adopté :

Vu l'AGW du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents ;

Vu le décret du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement ;

Vu le décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique ;

Considérant que la contribution des bénéficiaires de la gestion des déchets est établie de manière à couvrir entre 95 et 110 % des coûts de gestion des déchets ;

Considérant que ce taux de couverture des coûts est déterminé annuellement, lors de l'établissement des budgets, sur la base des coûts du pénultième exercice et des éléments connus de modification de ces coûts ;

Vu les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du 09/10/2025 ;

DECIDE par dix-sept oui (P.S.-L.B. et Les Engagés) et quatre non (MR-Vous)

Article 1 : De marquer accord sur le taux de couverture de 98,91 %, suivant les recettes et dépenses ci-après, pour l'établissement du coût-vérité budget 2026 de la gestion des déchets ménagers.

		Budget 2026 actualisé
RECETTES		

Recettes de la taxe		724.150,00 €
Produit de la vente de sacs-poubelle		115.000,00 €
Ristourne sur cotisations		0,00 €
TOTAL RECETTES		839.150,00 €
DEPENSES		
Coût de collecte des OMB		210.435,68 €
Cotisation incinération des OMB	Cotisation à l'intercommunale	162.742,72 €
Cotisation à l'intercommunale recyparcs	Cotisation à l'intercommunale	395.992,80 €
Cotisation traitement des déchets alimentaires	Cotisation à l'intercommunale	57.036,00 €
Frais de gestion administrative	Conseiller en environnement	4.442,68 €
Frais de gestion	Frais de pacours	450,00 €
Action de prévention	Action de prévention	4.442,68 €
Avertissement extrait de rôle	Frais de procédure de recouvrement	6.762,12 €
Avertissement extrait de rôle	Mise sous plis	3.236,84 €
Avertissement extrait de rôle	Impression et envoi	6.231,43 €
Sacs à la vente	Achat de sacs	11.680,00 €
Taxe compensatoire des commerces	Compensation commerce	-15.040,00 €
TOTAL DÉPENSES		€ 848.412,95
RECETTES/DÉPENSES		98,91 %
DIFFÉRENCE RECETTES DÉPENSES		-€ 9.262,95

18. Reconduction de l'adhésion de la Commune d'Estaimpuis au Réseau Les Territoires de la Mémoire ASBL pour les années 2026 à 2030 - convention de partenariat

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement ses articles L1122-30, L1124-40 et L3331-1 à L3331-8 ;

Vu le projet de convention de partenariat entre l'ASBL Les Territoires de la Mémoire et la commune d'Estaimpuis fixant les engagements de chaque partenaire, à savoir, pour la commune d'Estaimpuis, de s'acquitter d'une cotisation annuelle à l'ASBL de 272 € par an ;

Considérant que ladite ASBL Les Territoires de la Mémoire doit disposer des moyens financiers nécessaires pour remplir ses missions statutaires et garantir son bon fonctionnement ;

Considérant que les missions remplies par l'ASBL Les Territoires de la Mémoire relèvent de l'intérêt général ;

Considérant que l'ASBL Les Territoires de la Mémoire a pour objet de sensibiliser aux dangers du racisme, de la xénophobie et de résurgence du fascisme, de faire prendre conscience des excès auxquels peuvent aboutir les exclusions, de favoriser un consensus démocratique et la construction d'une société juste, progressiste et fraternelle.

Considérant que ladite ASBL propose l'affiliation à son Réseau des Villes et Communes qui adhèrent aux mêmes idéaux ;

Considérant que la commune d'Estaimpuis partage les idéaux défendus par ladite ASBL ;

Considérant que l'adhésion au Réseau permet de bénéficier de la mise à disposition de matériel didactique ainsi que des services proposés par l'ASBL Les Territoires de la Mémoire en vue de l'information et de la sensibilisation de la population ;

Considérant que la commune d'Estaimpuis avait déjà adhéré pour les années 2021 à 2025 et que l'adhésion a pris fin en 2025 ;

Considérant qu'il est opportun de reconduire cette adhésion pour les années 2026 à 2030 via la Convention de partenariat ;

Considérant que les crédits nécessaires pour s'acquitter de la cotisation 2026 seront disponible au budget ordinaire sur l'article budgétaire 124-43501 ;

DECIDE à l'unanimité

Article 1 : de marquer son accord sur la reconduction à l'adhésion de la commune d'Estaimpuis au Réseau Les Territoires de la Mémoire pour les années 2026 à 2031.

Article 2 : de ratifier la Convention de partenariat entre la commune d'Estaimpuis et l'ASBL Les Territoires de la Mémoire pour les années 2026 à 2031.

Article 3 : de verser à l'ASBL Les Territoires de la Mémoire sur le compte BE86 0682 1981 4050 au nom des Territoires de la Mémoire avec la communication « Territoire de Mémoire » une somme annuelle de 272 € correspondant à la cotisation d'adhésion de la commune d'Estaimpuis.

Article 4 : de financer la dépense sur le budget ordinaire sur l'article budgétaire 124-43501.

Article 5 : de charger la Directrice générale de désigner, au sein de l'administration, un fonctionnaire chargé de mettre en oeuvre et coordonner les activités qui seront organisées dans le cadre du Réseau Les Territoires de la Mémoire.

19. Parc d'activités économiques (PAE) du Pont Bleu sur les communes de Pecq et d'Estaimpuis - attribution des noms de voiries et des numéros de police - décision

Vu les dispositions du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Décret de du Conseil de la Communauté française du 28 janvier 1974 relatif aux noms de voies publiques tel que modifié par le Décret du 3 juillet 1986 ;

Vu la zone d'activité économique du Pont Bleu sise sur les communes de Pecq et d'Estaimpuis ;

Considérant qu'afin de permettre aux futurs investisseurs d'introduire leurs demandes de raccordement auprès des différents gestionnaires de réseaux, il est nécessaire de pouvoir disposer rapidement d'une adresse complète ;

Vu le courrier de l'Intercommunale IDETA du 10 septembre 2025 soumettant la proposition suivante : plutôt que de créer une nouvelle dénomination, il serait opportun de reprendre le nom de Chemin ou Rue du Clerquant pour les différentes voiries du Parc d'activités économiques ;

Considérant les plans de situation relatifs à l'aménagement de la zone d'activité économique du Pont Bleu tels qu'annexés à la demande ;

Vu qu'en effet, l'ancien chemin du Clerquant a été partiellement désaffecté lors des aménagements et l'on pourrait considérer que son tracé a été adapté et prolongé à l'intérieur du parc ;

Considérant qu'une telle solution présenterait l'avantage de la continuité, tout en permettant, le cas échéant d'éviter les démarches liées à l'attribution d'un nouveau nom de rue auprès de la Commission royale de toponymie et de dialectologie ;

Vu l'urgence ;

D E C I D E à l'unanimité

Art. 1 : D'approuver le nom « Rue du Clerquant » pour le nouveau Parc d'Activités économiques Pont Bleu.

Art. 2 : De transmettre la présente délibération à IDETA.

20. Tutelle CPAS - modifications budgétaires n° 2 - exercice 2025 - approbation

La présentation de ce point est effectuée par M. Geoffrey VANBOUT, Président du CPAS.

M. Eric DEMARQUE tient à souligner l'excellent travail de l'intéressé au sein du Centre Public d'Action Sociale.

Le point est alors adopté comme suit :

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation,

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'action sociale ;

Vu le décret du 23 janvier 2014 modifiant certaines dispositions de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'action sociale ;

Vu la circulaire du 28 février 2014 concernant la tutelle sur les actes des Centres publics d'action sociale et des associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 ;

Attendu que la modification budgétaire numéro 2 aux services ordinaire et extraordinaire a été examinée par le comité de direction en date du 23 septembre 2025 ;

Attendu que la modification budgétaire numéro 2 aux services ordinaire et extraordinaire a été arrêtée par le Conseil du C.P.A.S en date du 7 octobre 2025 ;

DECIDE à l'unanimité des membres présents

Art. 1^{er} : D'approuver les modifications budgétaires n° 2 de l'exercice 2025 du CPAS telles qu'arrêtées en séance du Conseil de l'action sociale du 7 octobre 2025, comme suit, :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	2.356.936,57	139.000,00
Dépenses exercice proprement dit	2.456.047,25	95.000,00
Boni / Mali exercice proprement dit	-99.110,68	44.000,00
Recettes exercices antérieurs	239.696,55	0,00
Dépenses exercices antérieurs	8.737,27	0,00
Prélèvements en recettes	0,00	95.000,00
Prélèvements en dépenses	131.848,60	139.000,00
Recettes globales	2.596.633,12	234.000,00
Dépenses globales	2.596.633,12	234.000,00
Boni / Mali global	0,00	0,00

Art. 2. : De transmettre la présente délibération au Centre Public d'Action Sociale ainsi qu'à la Directrice financière.

21. Tutelle CPAS - budget - exercice 2026 - approbation

M. Geoffrey VANBOUT présente également ce point.

M. ROUSSEL tient à signaler qu'en commission Finances, l'usage des subsides dans le cadre du Plan Pylons III a été envisagée pour l'achat du programme informatique à 50.000 euros.

M. VANBOUT confirme mais déclare avoir été prévoyant et imaginé le scénario où il ne bénéficierait pas de ce subside.

Le point est ensuite adopté :

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu la loi organique des C.P.A.S. du 8 juillet 1976 et plus particulièrement ses articles 110, 112bis ;

Vu la circulaire du 28 février 2014 concernant la tutelle des actes des Centres publics d'Action sociale et des associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 ;

Attendu que le budget du CPAS 2026 a été présenté au Comité de concertation en date du 22 septembre 2025 ;

Attendu que le Comité de Direction du CPAS s'est réuni le 30 septembre 2025 ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 07 octobre 2025 " Budget 2026 " par laquelle le Conseil de l'Action sociale arrête le budget 2026 du CPAS ;

Attendu que le budget du CPAS mentionne un subside communal de 836.298,80 euros ;

Considérant que celui-ci est conforme à la loi et à l'intérêt général ;

DECIDE : par dix-neuf voix pour (P.S.-L.B. et Les Engagés) et deux abstentions (Ouverture)

Art. 1^{er} : D'approuver le budget de l'exercice 2026 du CPAS tel qu'arrêté en séance du Conseil de l'action sociale du 7 octobre 2025 comme suit :

Tableau récapitulatif

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	2.582.613,52	52.000,00
Dépenses exercice proprement dit	2.678.207,89	67.000,00
Boni / Mali exercice proprement dit	-95.594,37	-15.000,00
Recettes exercices antérieurs	0,00	0,00
Dépenses exercices antérieurs	0,00	0,00
Prélèvements en recettes	95.594,37	67.000,00
Prélèvements en dépenses	0,00	52.000,00
Recettes globales	2.678.207,89	119.000,00
Dépenses globales	2.678.207,89	119.000,00
Boni / Mali global	0,00	0,00

Art. 2 - Un extrait conforme de la présente délibération sera transmise au Conseil de l'Action sociale.

22. Police de roulage - règlement complémentaire communal - Leers-Nord, rue du Cornet 24 - suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales ;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2001 relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant l'existence d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face au n° 24 de la rue du Cornet à 7730 Leers-Nord ;

Vu le rapport de police du 17 septembre 2025 selon lequel le bénéficiaire dudit emplacement ne peut plus conduire pour des raisons de santé et ne dispose plus de véhicule ;

Considérant que ledit emplacement n'a dès lors plus de raison d'être et qu'il y a lieu de le supprimer ;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale ;

DECIDE à l'unanimité

Art. 1 : A la rue du Cornet à Leers-Nord, face au n° 24, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Art. 2 : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

Avant de passer au huis clos, M. le Président cède la parole aux membres des différents groupes qui ont transmis des questions écrites.

C'est tout d'abord Mme Chloé TRATSAERT qui prend la parole :

" Monsieur le Bourgmestre, chers collègues,

Je souhaite revenir sur un sujet qui suscite beaucoup d'émotion parmi les habitants de notre entité : la disparition prochaine de la bourloire de Bailleul, un lieu emblématique de notre patrimoine local.

Nous avons tous pris connaissance de l'article paru dans la presse ces derniers jours. On y apprend que la bourloire sera rasée pour laisser place à un projet immobilier. C'est, pour beaucoup de Bailleulois et d'Estaimpuisiens, un véritable crève-cœur. Quel gâchis !

Un pan de notre patrimoine historique et populaire s'efface, au moment même où le jeu de bourle vient d'être reconnu comme élément du Patrimoine culturel immatériel de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Le symbole est fort... et amer.

À la lecture de cet article, on ne ressent pas une grande motivation ni une réelle combativité pour tenter de préserver ce lieu. Alors, chez Ouverture, nous nous interrogeons :

- ▯ La Commune met-elle tout mis en œuvre pour sauver la bourloire ?
- ▯ Des contacts ont-ils été pris avec la Région wallonne pour explorer toutes les pistes de subvention ou d'acquisition ?
- ▯ A-t-on envisagé un partenariat avec les associations locales ou le monde associatif pour maintenir, sous une autre forme, cette activité traditionnelle à Bailleul même ?

Nous comprenons les contraintes budgétaires et la complexité de ce type de dossier, mais nous parlons ici d'un symbole identitaire fort pour notre commune, d'un lieu de convivialité et de transmission.

Nous souhaitons donc que le Collège :

- fasse le point publiquement sur les démarches qui ont été entreprises
- et nous indique quelles initiatives concrètes peuvent encore être envisagées pour faire renaître une bourloire sur notre territoire — que ce soit à Bailleul, à Néchin ou ailleurs dans l'entité.

Préserver la mémoire de la bourle, c'est aussi préserver l'âme populaire d'Estaimpuis.

Merci pour votre réponse. "

Mme Éveline VERSCHUREN enchaîne sur le même sujet :

" Il y a quelques jours, quelle ne fut pas notre surprise d'apprendre, via la presse et les réseaux sociaux, la disparition prochaine de la bourloire de Bailleul, disparition qui nous attriste tous ! Les bourloires étant depuis peu (25 septembre

2025) inscrites en tant qu'éléments culturels et immatériels du Patrimoine reconnus par la Fédération Wallonie/Bruxelles. Cette bourloire est dans le domaine privé, les autorités communales auraient-elles pu anticiper les choses en rachetant le bâtiment ? Il est indéniable que ce genre d'établissement fait partie de la vie d'un village, c'est un espace de convivialité et de transmission de traditions qui contribue à l'identité locale et nous ne pouvons que regretter cette démolition. Une marche arrière étant impossible, avez-vous pensé à une alternative pour demain ? Nous avons cru comprendre qu'un projet pourrait prendre place dans les futurs locaux de l'ancienne salle paroissiale de Néchin. Qu'en est-il ? Il fut un temps où chaque village de notre entité possédait une, voire deux bourloires, c'est dire l'importance que celle-ci ait une place de choix au sein de notre patrimoine local.

La rénovation de la Place de Bailleul a été initiée sur le thème de "la Bourle" Ne serait-il pas judicieux de trouver un endroit au cœur de ce village pour la réinstaller ? Cela contribuerait à la vitalité de la localité. Une mobilisation entre toutes les parties prenantes : commune, Bailleulois et passionnés de ce jeu ne pourrait-elle pas déboucher sur une solution créative et adaptée ?

Merci de l'attention que vous accorderez à ma réflexion. "

M. le Bourgmestre leur apporte les éléments de réponse :

" Chers collègues,

Je comprends parfaitement l'émotion suscitée par la disparition prochaine de la bourloire de Bailleul qui représente effectivement un pan important de notre patrimoine local.

Cependant, il est important de rappeler avant toute chose que la bourloire appartient à un propriétaire privé. Dès lors, celui-ci reste libre d'en disposer comme il l'entend et de la vendre au prix qu'il souhaite. Ce caractère privé justifie également que le Collège ne dispose pas de toutes les informations, ni de la possibilité d'intervenir comme nous l'aurions souhaité, et il n'est certainement pas de notre ressort d'empêcher la vente...

Cependant, soucieuse de préserver cet élément de notre patrimoine et de soutenir les clubs de bourle, l'USC d'Estaimpuis a repris, en accord avec le propriétaire, un bail d'un an sur l'ensemble du bâtiment. Cela nous a permis de mettre à disposition la bourloire aux clubs afin qu'ils puissent terminer leur championnat dans de bonnes conditions. Cette période a également servi à évaluer la situation économique du lieu et à analyser la viabilité d'un tel établissement à long terme.

Je ne vous cache pas que, si le lieu est dit « emblématique » et « convivial », nous n'avons pas constaté, durant cette période, une fréquentation importante, ni rencontré beaucoup de ceux qui, aujourd'hui, se disent attachés à ce lieu...

Si, à la lecture de l'article, vous ne ressentez pas notre motivation à préserver les lieux, je peux vous assurer de celle-ci par les actes entrepris par le Collège depuis plusieurs mois, en ayant multiplié les courriers et échanges avec différentes instances à ce sujet (dont l'IEG, les Rouches Bourleux, le Musée du Folklore de Mouscron), afin d'encourager les initiatives et appuyer les demandes visant à protéger la bourloire de Bailleul, notamment en soutenant la demande de la Conservatrice au Musée du Folklore Vie Frontalière pour inscrire le jeu de bourles à l'inventaire du patrimoine culturel immatériel de la Fédération Wallonie Bruxelles.

Nous nous sommes par ailleurs déplacés pas plus tard que ce week-end à la bourloire de Dottignies, afin de marquer notre soutien à ce sport et d'échanger avec eux sur les différentes difficultés et solutions possibles à sa perpétuation.

"

M. Steve ROUSSEL intervient à son tour :

" Monsieur le Bourgmestre,

Comme de nombreux Estaimpuisiens, j'ai reçu la semaine dernière la revue communale du même nom.

Depuis plusieurs mois, je m'interroge cependant sur la mise en page et l'organisation de celle-ci, tant elle regorge d'informations en tous genres qu'il n'est pas toujours aisé de retrouver.

Tout y semble condensé – ce que je peux comprendre pour des raisons de coûts probablement – et parfois même réparti sans logique particulière d'une édition à une autre.

Organiser une revue communale dans une entité aussi dynamique que la nôtre doit relever, en effet, d'ingénieries afin de ne frustrer et de n'oublier personne. Aux messages de la majorité et des membres du Collège s'ajoutent régulièrement les très nombreuses activités organisées au sein de la commune et les événements ponctuels de notre vie communale. Et cela prend déjà énormément de place, j'en conviens.

J'imagine aisément d'ailleurs que le service Communication qui a en charge ce dur assemblage fait de son mieux afin de pouvoir tout insérer dans le nombre de pages alloué à notre revue.

Dans votre édit de la dernière édition justement, je lisais que vous aviez souhaité revoir la structure de notre *Estaimpuisien* et je m'en réjouis, bien évidemment.

Cependant, malheureusement, je ne peux que regretter le peu de place laissé aux interventions des partis de la minorité qui, vous le savez, doivent respecter – ce que je peux comprendre – un nombre de mots bien précis pour leur message.

Les interventions des trois partis d'opposition sont souvent placées à des endroits variables et retranscrites dans une taille de police beaucoup plus petite que les autres, ce qui les rend difficilement lisibles pour bon nombre de nos citoyens.

Je devine que vous soupçonnerez assez facilement dans chaque groupe ceux qui ont pour charge de rédiger ces mots destinés aux Estaimpuisiens mais sachez – je le rappelle – que nous ne faisons que respecter le nombre de mots qui nous est proposé et qu'il est clair qu'à certaines occasions, ce nombre pourrait être aisément dépassé lorsque l'actualité politique communale s'en fait sentir ! De plus, malgré l'essor des réseaux sociaux, cette revue peut parfois s'avérer être la meilleure source de communication pour tous les partis envers les Estaimpuisiens. Il serait dès lors dommage pour nous, déjà moins en lumière, de ne pas en profiter...

Actuellement aussi, chaque parti de la minorité semble avoir droit à une demi-page d'une revue communale qui compte ... 24 pages. De ces 24 pages, une page et demie seulement semble donc être réservée à ceux qui ont été élus par plus de 50 % des Estaimpuisiens lors des dernières élections. N'est-ce pas là un peu ... peu ?

Depuis l'installation de la nouvelle mandature, je peux affirmer sans aucun complexe que vous êtes un grand bourgmestre par votre qualité d'écoute, par votre faculté de dialogue et par votre respect des idées et échanges venus également des partis de la minorité, aussi bien lors des commissions, des conseils que des entretiens privés que nous pouvons avoir. Ne serait-il dès lors pas possible de pouvoir revoir légèrement à la hausse la place réservée à la minorité dans notre revue communale à l'avenir ?

Je pense que ce serait là faire preuve une fois de plus de cohérence et d'ouverture envers ceux qui font vivre aussi, souvent dans l'ombre mais avec la même envie que vous, notre belle entité.

Cela semble d'autant plus important à mes yeux qu'il s'agissait d'une des priorités du programme de 2024 des Engagés afin de rappeler que la vie communale est un travail d'équipe et que, quel que soit le parti, nous avons tous des idées afin de faire « mieux vivre » nos citoyens.

Alors, évidemment, j' imagine que réserver une page, par exemple, à chaque parti de la minorité – soit 3 pages sur 24 : 1/8^e de la revue communale ! – pousserait à réorganiser la revue mais cela doit assurément être possible avec de la bonne volonté dont vous êtes rarement contraire depuis votre installation.

Je ne voudrai pas décevoir Monsieur le Premier Echevin en ne finissant pas mon intervention par une citation de l'ancien 1^{er} ministre britannique, Tony BLAIR : « *La politique consiste à écouter les autres en leur laissant de la place et à diriger dans l'intérêt commun.* ».

En espérant pouvoir être entendu et parce que cela représente la voix de plus de la moitié des Estaimpuisiens, je vous remercie d'avance pour l'attention que vous apporterez à ma demande. "

M. Frédéric DI LORENZO lui répond comme suit :

" Monsieur ROUSSEL,

Je vous remercie pour cette intervention que j'ai cependant bien du mal à comprendre. En effet, vous me félicitez pour ma volonté de changement pour la mise en page de la revue communale mais ne semblez pas en être satisfait.

Pourtant, j'avais, comme vous, le souhait d'y apporter une plus grande cohérence. C'est pourquoi, après en avoir discuté longuement avec le service Communication et mes collègues au sein du Collège communal, nous avons convenu de simplifier la table des matières en classant les informations par thématiques. Dans le dernier numéro, vous avez ainsi pu retrouver des dossiers consacrés aux travaux, à la cohésion sociale, à la jeunesse ou encore, l'agenda regroupant en une seule double-page l'ensemble des prochains événements communaux.

Je trouve ainsi votre réflexion concernant la complexité à retrouver une information un peu dure, tant j'ai personnellement trouvé aisé de le faire dans ce dernier numéro. Si les goûts et les couleurs ne se discutent pas, j'ai cependant reçu de nombreux retours positifs de la part des lecteurs, ce qui me conforte dans l'idée que nous sommes sur la bonne voie. Je prends néanmoins note de vos remarques constructives pour apporter encore plus de lisibilité pour le prochain exemplaire.

Par ailleurs, nous avons également souhaité que cette revue communale, profondément citoyenne, revienne entièrement aux citoyens en supprimant les pages anciennement consacrées aux charges scabinales. Cela semblait naturel dans cette optique d'apporter davantage de cohérence et de mieux regrouper les sujets autour de grands thèmes. Je suis également personnellement convaincu que si la vie politique s'inscrit évidemment dans la vie communale, il serait dangereux de considérer qu'elle prévaut sur cette dernière. Plus qu'un message politique, je pense que les lecteurs de l'Estaimpuisien sont à la recherche d'informations et rappelons que si cette revue a effectivement un coût certain, elle représente l'un des seuls médias de communication pour la frange de notre population touchée par la fracture numérique.

Pour toutes ces raisons, il me semble ainsi difficile d'accorder davantage d'espace aux partis politiques, puisqu'y consacrer 4 pages reviendrait à réserver 1/6 de chaque revue aux interventions. Là où vous faites erreur, cependant, c'est de penser que les partis politiques sont limités à un nombre de mots bien précis. Je m'étonne d'ailleurs de cette méconnaissance de votre part. Chacun est en effet libre de l'organisation de son espace, du texte et des photos qu'il souhaite publier. La taille réduite des caractères résulte ainsi de textes parfois plus longs qu'à l'accoutumée mais notre service Communication reste attentif à ce genre de détails et prend toujours soin de vérifier avec l'auteur si cela lui convient ou s'il désire modifier son article au préalable.

Ma lecture assidue des articles de chacun me laisse toutefois remarquer le fait que tous les partis, à l'exception de celui des Engagés, multiplient les auteurs, les points de vue et les sujets d'actualité au fil des numéros. Je ne peux que vous inviter à en discuter en interne afin que vos idées, Monsieur ROUSSEL, puissent se refléter dans vos articles également.

Néanmoins, je vous rejoins dans votre volonté de valorisation des initiatives citoyennes. Je pense notamment aux comités de village, aux nouveaux commerçants, à toutes celles et ceux qui créent de nouveaux services ou de nouveaux projets. Je tiens à rappeler que nous leur accordons toujours avec grand plaisir un espace dans la revue communale, sur simple demande auprès de nos services. Aucune demande introduite dans un délai raisonnable n'a jamais été refusée. "

C'est ensuite à M. Thierry GRAULICH d'intervenir :

" Voici quelques jours, notre groupe a interpellé le service Urbanisme concernant la surprenante surélévation d'un aménagement privé dans la commune. La réponse reçue suscite aujourd'hui de sérieuses interrogations...

Un emplacement de stationnement privé, situé juste devant une habitation, a été surélevé par rapport à la route. Mais pas qu'un peu : la différence de niveau est tout simplement impressionnante ! Il suffit de passer sur place pour constater le décalage et comprendre les risques que cela engendre pour la circulation et pour l'écoulement des eaux.

Et là, forcément, on se dit : « *Mais comment vont-ils faire, le monsieur et la dame, pour entrer ou sortir de leur garage ? Même pour se garer, cela devient un défi !* »

Puis arrive le jour où la *solution miracle* semble trouvée : une pente à 90 degrés, un mur, un véritable pic, deux rampes de lancement à deux endroits différents, directement bétonnées dans la rigole ! Résultat : l'eau ne s'écoule plus, elle stagne et déborde de tous côtés. Et ce sont les voisins qui se retrouvent inondés à chaque averse. Dans ce village de notre commune déjà réputé pour ses problèmes d'inondation, on n'en demandait pas tant...

La réponse du Service Urbanisme, loin de dissiper les doutes, les renforce au contraire. Il apparaît en effet qu'un agent communal aurait donné un accord oral à ce particulier pour rehausser son pavage, sans qu'aucune validation écrite ou officielle du service n'ait été délivrée.

Un accord oral... pour modifier le niveau d'une voirie communale ?

Cette décision unilatérale entraîne aujourd'hui des conséquences bien réelles : difficultés de circulation, risques pour la sécurité des piétons et des cyclistes, et aggravation des phénomènes d'inondation dans ce secteur.

À la suite de notre interpellation, nous apprenons qu'un réaménagement global de la rue serait prévu : un projet subventionné incluant le remplacement des égouttages, la reconstruction complète de la voirie, ainsi que la création de trottoirs et de places de stationnement.

.... Nous n'en avons jamais entendu parler en commission des Travaux ! Et, à ce jour, aucune planification concrète ne semble exister. Rien ne laisse penser que ces travaux débiteront prochainement... ni même qu'ils verront le jour dans les prochaines années.

Et l'on se pose alors la question : Allez-vous réellement rehausser la chaussée au niveau de cette bordure privée ? Soit 30 à 40 centimètres ?

Plus inquiétant encore : il semble que le service Urbanisme, tout comme la CCATM, découvre des projets comme celui-ci, a posteriori, sans avoir été consultés au préalable. Ils se retrouvent ensuite dans la position inconfortable de devoir justifier des initiatives prises sans cadre formel, alors même qu'il s'agit de questions touchant directement à la sécurité et au respect des règles d'urbanisme.

Cet épisode illustre malheureusement un manque de coordination entre les services et une absence de rigueur dans la prise de décision urbanistique. Il pourrait en résulter une perte de confiance, tant pour les citoyens que pour les organes consultatifs.

Dans ce contexte, nous souhaiterions obtenir des réponses aux questions suivantes :

1. Comment la commune justifie-t-elle qu'un agent puisse annoncer oralement de tels travaux sans validation officielle ?
2. Quelles mesures immédiates seront prises pour assurer la sécurité des riverains et des usagers de la rue du Greffier à Evreignes ?
3. Comment la commune compte-t-elle garantir que de telles situations ne se reproduisent plus à l'avenir, notamment en consultant préalablement les services Urbanisme et Mobilité ainsi que la CCATM ?

4. Quel calendrier précis la commune peut-elle avancer pour la réalisation effective du réaménagement global annoncé ? "

M. le Bourgmestre lui fournit cette réponse :

" M. GRAULICH, je vous remercie pour votre intervention.

Toutefois celle-ci me dérange un peu car elle intègre un grand nombre d'inexactitudes qui pourraient discréditer nos services communaux.

Je vais donc vous répondre de manière extrêmement précise.

Il existe bien, à la rue du Greffier, une nouvelle habitation pour laquelle les propriétaires ont établi, fin mars – début avril de cette année (soit il y a plus de 6 mois), une devanture indurée, rompant totalement avec l'état initial boueux et empli d'ornières du site.

Souhaitant que les niveaux de cette devanture soient corrects sur le long terme, le riverain a pris contact avec le service Travaux qui a, lors d'une visite in-situ, donné les informations de niveau, celles-ci ayant été respectées lors de l'exécution des travaux.

Bien entendu, ces niveaux prennent en compte la situation des habitations voisines ainsi que des futures modifications de la voirie. Dès lors, cet aménagement dispose d'un niveau fini actuellement compris entre 19 et 22 cm plus haut que le filet d'eau en place. Nous sommes donc bien loin des 30 à 40 centimètres annoncés dans votre interpellation !

Le riverain a – pour permettre provisoirement l'accès – effectivement réalisé deux pentes à 45° dans lesquelles sont intégrés des tubes métalliques permettant le passage de l'eau de ruissellement (pour rappel, les 90° annoncés dans votre question équivalent à un angle droit !).

Tel que mentionné dans la réponse du service Urbanisme à votre mail du 1^{er} octobre, les niveaux des trottoirs et seuils des habitations en amont et en aval sont similaires. Nous pouvons même ajouter que ces trottoirs présentent une dénivellation d'environ 15 à 18 centimètres par rapport à la voirie ! Vous comprendrez donc que la situation est normale et qu'il n'y a aucun risque d'inondations des habitations voisines.

Si, lors des événements pluvieux, de l'eau est stagnante au niveau des filets d'eau, cela est dû au mauvais état et à la non-planéité de ceux-ci et non pas à l'aménagement incriminé.

Concernant le projet de rénovation de la rue du Greffier, celui-ci a notamment été souhaité par un groupe politique lors de la précédente mandature et ce afin d'augmenter l'offre de stationnement dans la rue. L'état des égouttages étant incertain, une endoscopie des réseaux a été commandée auprès d'IPALLE et il en est ressorti que la grande vétusté de ceux-ci nécessitait leur remplacement. C'est ainsi que lors de la commission Travaux du 12 mars de cette année, à laquelle vous étiez présent, le projet a été abordé et nous vous indiquions qu'il était proposé de reporter les travaux afin de bénéficier du prochain plan de subsides (ancien PIC/PIMACI, désormais appelé FERI), avec une participation de la SPGE pour l'égouttage.

Vous comprendrez également que tout comme un projet de construction, les projets de voirie ne sont présentés en commission et éventuellement en CCATM qu'une fois ceux-ci au stade de l'avant-projet, voire du projet ! ce qui n'est pas encore le cas pour la rénovation de la rue du Greffier.

Venons-en désormais à vos 4 questions précises :

- Pouvez-vous désigner dans notre assemblée une personne tout autant, voire plus qualifiée que notre chef de bureau technique ou notre agent technique en chef pour définir des niveaux d'aménagement de voirie ? Je vous rappelle que le service Travaux d'une administration a, contrairement à l'organe politique, la prérogative d'analyser les situations existantes, d'imaginer les projets communaux et de conseiller au mieux les citoyens.
- Concernant les usagers de la rue, un empiérement a été placé afin que le piéton ne rencontre pas une marche lors de sa déambulation.
- Sur le point de la collaboration inter-services, je peux vous garantir que les membres du Collège sont attentifs à transmettre toutes les informations nécessaires aux différents services concernés par les projets afin d'optimiser la transversalité des dossiers complexes.
- Enfin, sur le point du calendrier, nous sommes – comme annoncé – en attente des décisions du gouvernement wallon sur le plan FERI. "

C'est au tour de Mme Françoise GOEMAERE de formuler sa question :

" Monsieur le Bourgmestre,

Je souhaite revenir sur un dossier que nous avons évoqué à de nombreuses reprises, tant au sein du Conseil communal qu'en CCATM et qu'en commission Travaux : celui de la création d'une piste cyclable pour la traversée d'Estaimbourg de Luna à Belva.

Cet été encore, nous avons pu constater la présence de nombreux usagers faibles, notamment des enfants, exposés à des risques évidents sur cette portion de chaussée.

Ce constat n'est pas nouveau et pourtant, le dossier semble toujours en attente, voire abandonné après un long séjour dans les cartons.

Le dossier est revenu à la table du conseil du 20 janvier 2025 et vous aviez déclaré, je vous cite : « *qu'aucun avancement récent n'a été réalisé dans ce dossier mais nous allons nous repencher sur celui-ci.* ».

En commission Travaux du 12 février 2025, vous nous aviez déclaré, je vous cite :

« *... il (c'est-à-dire le projet) semble très compliqué à mettre en application. La mobilité douce est importante dans l'entité et il y a bien lieu de se pencher sur une carte pour regarder à quels endroits et comment nous pourrions établir un réseau de mobilité douce entre chaque village, tout en gardant à l'esprit que la liaison directe entre les villages d'Estaimpuis et d'Estaimbourg reste compliquée.* ».

Nous vous demandons aujourd'hui de vous positionner clairement et sans détours. Ce projet est-il définitivement abandonné ? Si oui, dites-le franchement aux Estaimpuisiens, afin que chacun sache à quoi s'en tenir et que l'on ne nourrisse plus d'illusions.

Si, au contraire, une relance est envisageable, nous vous invitons à nous en présenter les perspectives concrètes, les échéances et les moyens mobilisables.

Ce dossier touche à la sécurité, à la mobilité douce et à la qualité de vie dans notre commune. Il mérite une réponse nette, à la hauteur des engagements pris et des attentes exprimées depuis trop longtemps.

Je vous remercie. "

M. DI LORENZO lui apporte les informations voulues :

" Votre question est pertinente et démontre bien l'importance de la mobilité douce dans notre entité.

Comme vous l'avez compris, la sécurisation de l'utilisateur faible sur les rues de Luna et Belva est complexe et extrêmement coûteuse, puisqu'elle concerne 1,8 km de longueur et que des expropriations sont nécessaires.

Si l'envie du Collège ne manque pas de réaliser ce projet, force est de constater que les moyens financiers à mettre en œuvre sont, pour l'heure, trop élevés et qu'une telle réalisation est donc inenvisageable sans l'obtention de subsides conséquents.

Ainsi, il semble que ce projet ne pourra voir le jour lors de la présente mandature. Il va cependant de soi que nous resterons attentifs à toute possibilité de financement régional, fédéral ou européen et que nous saisissons chaque opportunité qui pourrait nous être donnée d'établir une liaison sécurisée entre nos villages via les rues de Luna et Belva.

Les services Urbanisme, Mobilité et Travaux seront également sollicités afin que nous puissions, tous ensemble durant les commissions, visualiser les possibilités d'itinéraires « bis » pour relier nos villages de manière cohérente et plus sécurisée.

Enfin, je tiens à rappeler le travail qui a été mené par un groupement citoyen, accompagné de la Fondation rurale de Wallonie, dans la création d'un réseau balisé de sentiers permettant de connecter nos villages. L'objectif de ce maillage est d'ailleurs initialement utilitaire et vise à faciliter les déplacements en mobilité douce. Toutes les informations sont disponibles sur notre site et notre page Facebook. "

M. Eric DEMARQUE prend ensuite la parole :

" Monsieur le Bourgmestre,

Lors du Conseil communal du 22 septembre dernier, le groupe Les Engagés vous avait interpellé au sujet de l'état de dégradation avancée du mini-golf situé dans le parc du château de Bourgogne. À cette occasion, Monsieur le Premier Échevin avait reconnu la nécessité d'une remise en état et avait évoqué la possibilité d'y consacrer un budget de 10.000 €.

Depuis lors, nous nous sommes rendus sur place afin de constater par nous-mêmes la situation. Si l'état général du mini-golf est effectivement peu reluisant, ce qui nous a le plus interpellés lors de notre visite, c'est l'absence totale d'accessibilité à cette zone pour les personnes à mobilité réduite (PMR), ainsi que l'absence de jeux adaptés pour ce public.

Nous avons également été alertés par plusieurs témoignages d'associations et de groupes encadrant des personnes en situation de handicap ainsi que des personnes âgées qu'il faut véhiculer en voiturette nous confiant ne plus fréquenter le site du château de Bourgogne.

Les raisons évoquées sont multiples, mais l'inaccessibilité des infrastructures revient systématiquement. Certaines de ces structures de la région telles que des maisons d'accueil, des homes pour seniors se tournent désormais avec

regret vers des parcs mieux adaptés, comme le parc du Lion à Wattrelos, le parc des moulins à Villeneuve d'Ascq voire renoncent tout simplement à organiser des sorties.

Dans un contexte où l'inclusion et l'accessibilité devraient être des priorités, cette situation est regrettable.

Nous avons lu à la présentation du budget 2026 qu'un budget de 10.000 € avait été crédité pour ce poste et nous en sommes étonnés, ce point n'ayant jamais été discuté en commission.

Nous souhaiterions donc savoir :

- Si une réflexion est en cours pour rendre le site accessible aux PMR et y intégrer des équipements inclusifs.
- Si vous êtes aussi diligents que pour la remise en état du mini-golf, remise en état qui, je vous le rappelle, aurait dû faire l'objet d'une discussion en commission.

Nous espérons vivement que le château de Bourgogne devienne un lieu de loisirs accessible à toutes et tous, sans distinction.

Merci de votre réponse. "

C'est Mme Sophie VERVAECKE qui lui répond :

" Monsieur DEMARQUE,

Permettez-moi d'être moi-même surprise de votre étonnement quant à l'aménagement du mini-golf qui aurait dû, selon vos dires, être discuté en commission avant d'être inscrit dans ce budget 2026.

De manière générale, les investissements repris au budget extraordinaire sont des investissements pour lesquels nous sommes sûrs, à la date d'établissement du budget, qu'ils seront entrepris et dont le budget a été estimé. S'ensuivent les détails plus techniques en commission communale ; et dans ce cas de figure-ci, en commission Travaux dont votre groupe a la présidence. Vous aurez alors l'opportunité de pouvoir émettre vos desideratas. Procédure classique donc.

Pour répondre à votre questionnement quant à l'accessibilité PMR : OUI, le Collège est bien conscient que le parc est difficilement accessible dans son entièreté et que des aménagements doivent être fait en ce sens. Cela est d'ailleurs inscrit dans notre PST, en son objectif 13 « Être une commune qui place la Mobilité au service du confort de vie » ET objectif 14 : « Être une commune qui facilite la vie quotidienne des personnes en situation de handicap ».

De manière plus générale, sachez que le Collège est très attentif à l'inclusion de la personne en situation de handicap et à la mobilité douce. Cela se traduit par une volonté du Collège – et un travail qui a déjà débuté avec notre conseiller en mobilité – de dresser un état des lieux quant à l'accessibilité des usagers faibles de manière générale et d'agir en conséquence en adaptant les lieux causant problème. À savoir : les jonctions entre les rues et trottoirs, l'accessibilité des sentiers, et j'en passe. Un travail de longue haleine certes mais tellement bénéfique dans le quotidien de nos concitoyens.

D'ailleurs, vous l'aurez remarqué dans ce budget 2026, le projet 2026009 de 400.000 € repris à l'extraordinaire porte l'intitulé « Voiries et mobilité douce » antérieurement appelé « Voirie » ; et pour cause, ce projet 2026009 reprend 50.000 € destinés aux aménagements précités. "

M. Philippe VANDENHEMEL intervient également :

" Monsieur le Bourgmestre,

À la lecture du procès-verbal du Collège du 5 septembre, nous apprenons que le Collège, à l'initiative de Madame la deuxième Échevine, marquait accord pour recevoir une déléguée de la société Alphontronics en date du 26 septembre pour que celle-ci vienne présenter un système permettant de faire payer les entrées au parc d'Estaimbourg.

Quelle ne fut pas notre surprise en lisant cela.

Jamais ce point n'a été abordé en commission et la seule fois où nous vous avons posé la question à ce sujet, vous nous aviez dit être opposés à cette procédure.

Ce n'est pas la première fois que nous remarquons que des sujets sont évoqués en collège et que des décisions sont votées sans aucune concertation avec les membres de l'opposition et nous le regrettons amèrement.

Quoi qu'il en soit :

- Cette réunion a-t-elle bien eu lieu ?
- Qu'en est-il advenu ?
- Où en êtes-vous au niveau de votre réflexion de faire payer un droit d'entrée au parc d'Estaimbourg ?
- Quelles décisions avez-vous prises ?

Merci de votre réponse. "

Mme VERVAECKE lui donne cette réponse :

" Monsieur VANDENHEMEL,

En effet, le Collège a bien marqué accord pour recevoir la société Alphontronics afin d'entendre ce qu'elle peut proposer en fonction de l'infrastructure en place.

Je souhaiterais cependant apporter correction à certains de vos propos et remettre si l'on peut dire « *l'église au milieu du village* » quant au fonctionnement et aux missions du Conseil communal et du Collège.

L'un des rôles du Collège est quand même de pouvoir proposer certaines initiatives et nouveautés, d'en discuter en commission par la suite et de ratifier les décisions au niveau du Conseil quand cela est nécessaire.

Le fait d'avoir reçu cette société n'a en rien engagé le Collège en quoique ce soit, mis à part nous lever un peu plus tôt encore et récolter l'information nécessaire à la réflexion de ce projet. Quand vous achetez une nouvelle voiture, Monsieur VANDENHEMEL, vous vous renseignez auparavant et allez consulter les acteurs de ce secteur, je suppose. Il en va de même pour le Collège. Vous n'avez donc rien à regretter... Ne mettez pas la charrue avant les bœufs.

Toujours est-il qu'en effet, cette initiative vient de ma part et que je souhaite vraiment qu'elle puisse se mettre en place, en concertation avec le Conseil communal évidemment.

Ma volonté est également de rendre à César ce qui appartient César. En effet, c'est vous tous, nous tous ici, conseillers communaux estaimpuisiens ET avant tout citoyens estaimpuisiens, qui payons pour entretenir cet agréable parc qui peut vite devenir désagréable en cas de trop forte affluence. Nous l'avons déjà tous certainement vécu.

C'est en ce sens que j'ai souhaité proposer à mes collègues du Collège une formule où le citoyen estaimpuisien pourrait toujours profiter de son parc en y entrant gratuitement mais où les personnes étrangères à Estaimpuis se verraient payer un droit d'entrée.

À ce stade, le Collège est encore en réflexion. En effet, nous devons budgéter l'ensemble du projet car mettre en place une entrée payante signifie qu'il faille aussi s'assurer que le pourtour du parc soit sécurisé (je pense par exemple à un mauvais état d'une partie de la clôture).

Que les choses soient claires, le but n'est absolument pas de faire du profit, mais de favoriser les citoyens estaimpuisiens ! "

C'est ensuite Mme Christine LOMBART qui énonce sa question :

" Monsieur le Bourgmestre,

Ce 8 octobre, la presse locale a fait écho d'agissements graves, odieux, impliquant un Estaimpuisien âgé de 72 ans, travaillant comme cantinier dans un établissement scolaire de la commune, traduit devant le tribunal correctionnel de Tournai.

Cet article fait mention de messages étranges adressés à un adolescent de 16 ans atteint d'un trouble du spectre de l'autisme, élève dans l'école où travaille ce Monsieur. Les messages auraient été réguliers, adressés par WhatsApp pour un total de plus de 18 pages dans lesquelles il est demandé notamment à ce jeune quelle est son orientation sexuelle et à travers lesquelles le cantinier indique qu'il est intéressé par les hommes.

La période infractionnelle remonterait à 2024 sans autre précision et le verdict est attendu pour le 4 novembre prochain.

Ces faits, s'ils sont avérés, soulèvent de sérieuses interrogations quant à la vigilance et à la responsabilité de la direction de l'établissement scolaire concerné. À ce titre, je souhaiterais savoir :

- Si la direction de l'école a pris connaissance de ces faits et si elle a informé l'Échevin de l'enseignement.
- Si des mesures ont été prises pour protéger les élèves, en particulier ceux en situation de handicap.
- Si une enquête interne ou une suspension temporaire de l'employé a été envisagée.
- Quelle est la position du Collège communal face à cette situation.

Je tiens à souligner que, conformément aux principes fondamentaux de notre État de droit, la présomption d'innocence doit être pleinement respectée à l'égard de la personne mise en cause. Il ne s'agit pas ici de porter un jugement prématuré, mais de s'assurer que les mécanismes de prévention, de signalement et de protection sont bien en place et fonctionnent efficacement.

Il me semble essentiel que la transparence soit assurée dans ce dossier et que les responsabilités soient clairement établies, notamment en ce qui concerne la chaîne d'information entre l'école, l'échevinat et le pouvoir communal.

Merci de vos réponses. "

M. Daniel SENESAEL lui répond comme suit :

" Madame la Conseillère,

Le Collège communal a bien pris connaissance des faits relayés par la presse et des préoccupations que vous exprimez et conformément aux principes de notre Etat de droit, il convient de rappeler que le dossier est actuellement soumis à l'appréciation du tribunal correctionnel de Tournai, dont le jugement est attendu le 4 novembre prochain.

Dans ce contexte, et afin de ne pas interférer avec le cours de la justice ni de porter atteinte à la vie privée des personnes concernées, il ne m'est pas possible de commenter le fond du dossier à ce stade.

Néanmoins, le Collège communal tient à souligner que :

- la présomption d'innocence doit être pleinement respectée jusqu'à la décision judiciaire définitive ;
- la protection et la sécurité des élèves constituent une priorité absolue. Toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour garantir un environnement scolaire sûr et certain ;
- une vigilance particulière est exercée par la direction de l'établissement et les services compétents.

Par ailleurs, le Collège s'engage à assurer la transparence une fois la décision de justice rendue et à évaluer, le cas échéant, les procédures internes de signalement et de prévention afin de renforcer les mécanismes déjà en place.

Madame la Conseillère,

Je vous remercie de tout cœur pour votre vigilance et votre souci de la protection des élèves que je partage totalement et entièrement. Je reste attentif à l'évolution de ce dossier dans le strict respect du cadre légal et judiciaire. "

Mme LOMBART redemande à M. SENESAEL s'il a été mis directement au courant de ces faits et ce dernier répond que oui.

Mme Adeline CAPART termine avec son intervention :

" Ma question d'actualité concerne les festivités autour des 2 prochaines périodes de fêtes Halloween et Noël.

La commune d'Estaimpuis a organisé durant plusieurs années le concours des façades décorées pour Halloween, rien pour cette année. On me demande si cela reviendra une prochaine année ou plus du tout. Pourquoi cette décision ?

Toujours concernant Halloween, comment s'organise la soirée Halloween à Estaimbourg ? L'événement affiche complet, 1.000 personnes ! Comment s'annonce l'encadrement de cette activité (en termes de sécurité, mobilité, bénévoles) ?

Concernant la période de Noël, est-ce que le concours des façades de Noël sera-t-il lui aussi arrêté ? Dans la législature précédente, je parlais de la magie de Noël dans notre entité. Qu'est-il prévu pour cette année à côté du concert de Noël, de l'action " lettre au Père Noël" ? Côté illuminations qu'est-ce qui est prévu précisément et où ? Un grand sapin sera-t-il installé sur l'une de nos places ?

Un peu de magie de Noël réchauffe les cœurs et rassemble la population.

D'avance merci pour les réponses. "

C'est Mme Christine DUBUS qui lui fournit les informations souhaitées :

" Madame CAPART, je vous remercie pour vos multiples questions.

En ce qui concerne les concours de façades, la décision de les annuler revient à un manque de participation et d'entrain. En effet, si la première édition de ces derniers, en 2023 avait rencontré un joli succès avec 10 participants pour les façades d'Halloween et 23 pour celles de Noël, le nombre avait chuté en 2024 avec 8 participants pour chaque concours. Le budget était cependant sensiblement le même, avec 950 € dépensés en bons pour 2023 et 850 € en 2024.

L'arrêt de ce concours ne signifie pas pour autant la fin des maisons décorées puisque de nombreux particuliers, ne souhaitant pas forcément y participer, continuent de parer leurs façades d'éléments effrayants en ce mois d'octobre.

Continuons avec Halloween. Le parcours de cette année affiche effectivement complet. Afin de sécuriser au maximum cet événement, nous avons prévu des barrières Nadar, de nombreux bénévoles, notre garde communal ainsi que l'appui de la police. Nous nous réjouissons d'ores et déjà du succès de cette nouvelle édition.

En ce qui concerne la féerie de Noël, nul doute qu'elle sera bien présente cette année dans les rues de notre entité puisque, vous le savez, nous avons pris la décision d'accorder une enveloppe de 10.000 € aux illuminations. Cela s'ajoute aux 10.000 € déjà dépensés l'année dernière qui avaient permis d'éclairer les villages de Leers-Nord et de Néchin. Le budget de cette année permettra l'achat d'éléments de décoration majestueux pour les villages de Saint-Léger, d'Estaimbourg et d'Estaimpuis.

Pour les sapins, comme tous les ans, nous demanderons le soutien de nos écoles communales pour décorer les sept sapins trônant dans nos villages. La magie de Noël ne sera donc pas en reste et nous espérons que les Estaimpuisiens continueront, eux aussi, d'illuminer nos jolies rues durant les fêtes. "

Après ces échanges, le huis clos est abordé.

H U I S C L O S

L'ordre du jour étant épuisé, M. le Président déclare la séance levée ; il est 20 heures 25.

En séance à Estaimpuis, en date que dessus.

La Directrice Générale,

Le Bourgmestre,

V. BREYNE.

F. DI LORENZO.
